



Le patronat et l'UGTA demain chez Tebboune

Une rencontre de réconciliation ?

Le patronat et l'Ugta sont invités par le gouvernement à prendre part, demain, à une rencontre destinée à discuter des préparatifs de la prochaine Tripartite. Une réunion qui intervient dans un contexte assez particulier marqué par une polémique naissante entre le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, et le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, épaulé par le secrétaire générale de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Page 3

Le pétrole monte

Le Brent s'approche de 52 dollars

Page 6

Construction automobile

L'Etat veut passer à l'étape de production

L'Etat semble mettre le paquet pour booster le secteur de l'automobile. Jusqu'à «confinée» dans le volet montage, l'Algérie veut passer à l'étape supérieure, c'est-à-dire à la production.

Page 2



Taux de réussite du Bac

«En deçà de nos attentes» selon Benghebrit

Page 4



En visite à la 3^{ème} Région militaire

Gaïd Salah supervise un exercice tactique de l'armée

étape de l'exercice tactique combiné aux tirs réels «Madjd 2017», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«A l'entrée du siège du commandement de la Région et en guise d'hommage et de reconnaissance aux grands sacrifices de nos vaillants chouhada et moudjahidine de la glorieuse Révolution de libération, le général de corps d'Armée accompagné du général-major Saïd Chengriha, commandant de la 3^{ème} Région militaire, a observé un moment de recueillement en hommage au valeureux chahid Mostefa Benboulaïd, puis il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle du chahid et récité la Fatiha du Saint Coran sur son âme et celles de tous nos

vaillants martyrs», note le communiqué du MDN. Le général de corps d'Armée a inspecté aussi quelques annexes administratives et sportives à l'instar de la piscine olympique régionale, réalisée récemment et homologuée pour abriter des compétitions régionales, nationales, voire internationales.

Ensuite, le général de corps d'Armée a suivi une présentation animée par le général-major, commandant de la 40^{ème} Division d'infanterie mécanisée, qui a présenté le plan d'exécution et la chronologie des différentes actions de combat à opérer par les unités de la Division, appuyées par des formations de diverses armes et des forces terrestres et aériennes.

Page 5

Violations israéliennes contre la Mosquée d'Al-Aqsa

Messahel appelle à une action collective

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a appelé, jeudi au Caire, les pays arabes à une action collective, urgente et efficace au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux provocations et violations israéliennes contre les Lieux Saints d'El-Qods, réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec l'Etat palestinien et son soutien indéfectible au peuple palestinien.

Page 3



Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a inspecté, jeudi à Béchar, au troisième jour de sa visite de travail à la 3^{ème} Région militaire, des annexes administratives et sportives et procédé à la supervision de la deuxième



Construction automobile

L'Etat veut passer à l'étape de production

L'Etat semble mettre le paquet pour booster le secteur de l'automobile. Jusque-là «confinée» dans le volet montage, l'Algérie veut passer à l'étape supérieure, c'est-à-dire à la production.



Par S. A. Mohamed

C'est du moins ce qu'a assuré, jeudi à Relizane, le ministre du Commerce, Ahmed Saci Abdelhafidh, qui a affirmé que le soutien de l'Etat à l'industrie mécanique vise le passage de l'étape du montage de véhicules à celui de la production. «Aujourd'hui, il est nécessaire de soutenir davantage cette industrie mécanique et nous orienter vers l'objectif visé dans le cadre du partenariat avec le groupe Volkswagen, celui du passage à la phase de la construction et de la production mécaniques dans les délais les plus brefs possibles», a souligné M. Ahmed Saci dans une allocution qu'il a prononcée à l'occasion de l'inauguration de l'usine de montage des véhicules Volkswagen, implantée dans la zone industrielle de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane. Dans ce sens, le ministre du Commerce a ajouté : «Nous sommes

convaincus que les objectifs fixés se concrétiseront progressivement, mais les groupes Sovac et Volkswagen doivent faire siennes ces étapes pour atteindre la phase de la construction et non celle du montage». Le ministre a assuré que les prochaines semaines donneront plus de visibilité à cette démarche. «Nous voulons que le groupe allemand de renommée mondiale devienne notre allié et notre partenaire pour consolider l'industrie automobile en Algérie, acquérir le savoir-faire en matière de construction et de la technologie, élargir le champ de cette industrie et faire de l'Algérie un pays exportateur de ces véhicules», a-t-il souligné. M. Ahmed Saci Abdelhafidh a, par ailleurs, rappelé que le chiffre d'affaires en Algérie du constructeur allemand a été, depuis des années, important. «Ceci constituera pour nous une opportunité pour passer à l'étape de la construction automobile et à la création d'emplois», a-t-il déclaré. En inspec-

tant les différents ateliers de l'usine, le ministre a invité les responsables des deux groupes à s'orienter vers la sous-traitance locale. «Nous demandons l'extension de cette usine à toutes les activités pouvant servir l'économie nationale par la réalisation d'autres usines de sous-traitance, la réalisation de l'intégration économique, l'acquisition du savoir-faire et des technologies, l'exportation des véhicules et la mise en place d'une véritable industrie créatrices de richesses», a souligné M. Ahmed Saci. Il est à rappeler que le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a inauguré jeudi, cette usine, en compagnie du directeur général du groupe, Herbert Diess. Cette usine a été réalisée dans le cadre du partenariat algéro-allemand à la faveur d'un protocole d'accord, signé en novembre dernier entre le groupe algérien Sovac et le constructeur allemand de véhicules Volkswagen. Créée dans la zone industrielle de Sidi

Khettab, cette usine, d'une superficie dépassant les 150 ha, s'est vu consacrer un investissement financier de plus de 20 milliards de DA (170 millions d'euros), selon la direction locale de l'industrie et des mines. La capacité de production de l'usine est de 12 000 unités au cours de la première année de production. Elle sera augmentée pour atteindre les 100 000 voitures annuellement après cinq ans d'activité. Les véhicules montés sont des voitures touristiques et utilitaires de marques Volkswagen, Skoda et Seat. Le taux d'intégration sera de 15% dans cette unité pour passer à 40% après cinq ans dès son entrée en service, a-t-on indiqué. Il faut rappeler que l'Algérie produit déjà depuis 2014 des véhicules Renault et qui compte atteindre 75 000 véhicule par an à partir de 2019, mais aussi des véhicules Mercedes fabriqués à Tiaret (partenariat entre le MDN et l'Allemand Daimler avec un font d'investissement émirati).

S. A. M.

Promotion et nomination de magistrats

Le Conseil supérieur de magistrature adopte plusieurs décisions

Le Conseil supérieur de magistrature (CSM) s'est réuni jeudi à Alger lors d'une session ordinaire sous la présidence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, également vice-président du Conseil, consacrée à l'adoption de plusieurs décisions de promotion et de nomination dans le corps des magistrats ainsi qu'un projet de mouvement dans le corps des magistrats.

Après l'adoption de l'ordre du jour de la session, conformément à l'article 45 du règlement intérieur du Conseil, portant sur les questions relatives au parcours professionnel des magistrats, le CSM a examiné et adopté plusieurs points portant «adoption de la liste comptant 1 370 magistrats promouvables sur la base de la compétence, l'intégrité et l'expérience», a précisé un communiqué du CSM.

Il a été question également de l'«appro-

bation de titularisation de 22 magistrats, conformément à l'article 40 des statuts des magistrats et l'approbation de la nomination de 300 magistrats, conformément à l'article 03 des mêmes statuts» outre l'«approbation d'un projet de mouvement dans le corps des magistrats, présenté par le bureau permanent, conformément aux dispositions et critères contenus dans les statuts des magistrats», a indiqué un communiqué du CSM.

Le CSM a «proposé au président de la République quatre magistrats à nommer au sein de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), en vertu des articles 04 et 31 de la loi organique n°16-11, promulguée le 25 août 2016, relative à l'instance et ce, en remplacement des magistrats membres nommés à des postes de responsabilité», ajoute la même source.

Par ailleurs, le Conseil a «examiné et traité diverses questions relatives au parcours

professionnel des magistrats», a indiqué la même source.

A la fin de ses travaux, le CSM «a salué les réformes profondes que connaît le secteur de la justice et ce, en application du programme du président de la République, président du CSM, Abdelaziz Bouteflika, visant la «poursuite de l'instauration d'une magistrature forte qui garantit la suprématie de la loi, protège les libertés et les droits et lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, en vue de réaliser la sécurité, la stabilité et la quiétude dans la société».

Le CSM a clôturé ses travaux en adressant ses remerciements aux magistrats pour «les efforts consentis durant la précédente année judiciaire dans le cadre de leurs missions constitutionnelles et la poursuite du renforcement de la confiance entre le citoyen et la justice».

H. K.

Promotion de la destination Algérie Le satisfecit du ministre du Tourisme

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a salué, mercredi à Oran, les efforts des organisateurs du Festival international du film arabe (Fiofa) visant le resserrement des liens culturels avec les pays arabes et la promotion de la destination touristique Algérie par le biais de cette manifestation artistique.

S'exprimant en marge d'une exposition sur le tourisme et les produits de l'artisanat, mise sur pied au niveau de la place du 1^{er} Novembre, au centre-ville d'Oran, le ministre s'est dit très satisfait de la qualité des produits d'artisanat exposés à l'occasion du Fiofa.

A cette occasion, Hacène Mermouri a salué les organisateurs du Festival pour leur contribution au raffermissement des liens culturels avec les pays arabes et la promotion de la destination touristique Algérie.

Le tourisme est aussi un vecteur non négligeable pour la mise en valeur de notre patrimoine culturel a-t-il ajouté.

Le ministre, qui a eu à écouter des explications sur le fonctionnement du bureau du tourisme de la ville d'Oran, a visité plusieurs stands dont la Maison de l'osier et du rotin et autres espaces dédiés aux produits de l'alfa, à la récupération du plastique, à la confection de la pâtisserie traditionnelle, au tapis, à la peinture, à la poterie et à la calligraphie.

Mermouri a promis aux initiateurs de cette exposition, qui se poursuivra jusqu'au 31 juillet en cours, la tenue d'un salon pour la promotion du tourisme local.

R. O.

Ministre de l'Habitat et représentant du PNUD en Algérie Le développement durable des villes au centre d'une rencontre

Le développement durable et le mode de gestion des villes a été au centre d'une rencontre tenue jeudi à Alger entre le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Youcef Cherfa, et le représentant résident du programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et coordonnateur résident des Nations unies en Algérie, Eric Overvest, indique le ministère dans un communiqué.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les volets du développement qu'a connu l'Algérie dans différents domaines, notamment le secteur de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, ainsi que les moyens du développement durable et de la gestion des villes en termes d'utilisation de l'efficacité énergétique et du mode d'activation du Pnud dans ce domaine, précise le communiqué.

M. Overest s'est félicité des efforts considérables consentis par l'Etat Algérien en termes de consécration des mécanismes d'amélioration qualitative des logements tout en assurant les structures nécessaires.

De son côté, M. Cherfa a salué la promotion de l'ensemble des voies de coopération avec le programme des Nations unies pour le développement, ajoute le communiqué.

L. K.

Le patronat et l'UGTA demain chez Tebboune

Une rencontre de réconciliation ?

Le patronat et l'Ugta sont invités par le gouvernement à prendre part, demain, à une rencontre destinée à discuter des préparatifs de la prochaine Tripartite. Une réunion qui intervient dans un contexte assez particulier marqué par une polémique naissante entre le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, et le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, épaulé par le secrétaire générale de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd.



Par M. Ait Chabane

Cette polémique née de l'incident protocolaire de «Ben Aknoun», lors de la première sortie sur le terrain du Premier ministre éclipse presque totalement l'ordre du jour de la réunion de demain, initialement dédiée aux préparatifs de la Tripartite. Néanmoins, nombreux sont les observateurs qui parient sur une «réconciliation» entre les différents antagonistes de ce bras de fer, au vu des développements inattendus de la situation et des

répercussions importunes que cela puisse engendrer. La dernière sortie du patron du FCE en guise de réponse à une avalanche de mises en garde qui s'est abattue sur son entreprise, l'Etrhb, dans nombre de projets dans les secteurs de l'hydraulique et des travaux publics, a laissé perplexe plus d'un. Il s'agit donc beaucoup plus d'enterrer la hache de guerre entre Abdelmadjid Tebboune, Ali Haddad et Abdelmadjid Sidi Saïd et se concentrer sur les défis économiques de l'heure, autrement beaucoup plus impor-

tants et urgents. Selon le communiqué du Premier ministre, «il sera procédé, notamment au cours de cet échange de concertation, à l'examen des points à l'ordre du jour à soumettre à la Tripartite, ainsi que le fixation de la date et du lieu de la tenue de cette rencontre dont l'organisation est prévue prochainement», lors de la réunion de demain, qui se tiendra au Palais du gouvernement. Seront présents à cette réunion, outre le gouvernement, l'Ugta et le FCE, toutes les autres organisations patronales signataires du Pacte national

économique et social de croissance, en l'occurrence la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), la Confédération nationale du patronat algérien (Cnpa), la Confédération des industriels et des producteurs algériens (Cipa), la Confédération algérienne du patronat (CAP), l'Union nationale des investisseurs (UNI), la Confédération générale du patronat-BTPH (CGP-Btph) et l'Assemblée générale des entrepreneurs algériens (Agea). Ledit Pacte s'est assigné comme objectifs l'accélération du processus des réformes économiques, le développement industriel, l'amélioration du climat des affaires, le système de santé et de la protection sociale, l'accès au travail et l'amélioration du pouvoir d'achat, ainsi que la sécurité énergétique et l'adéquation du système de formation avec les besoins de l'entreprise. Il est basé sur la volonté du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de promouvoir la concertation afin d'atteindre l'épanouissement économique. En d'autres termes, la réunion entre le gouvernement, l'Ugta et le patronat, au-delà de son caractère éminemment économique, est une occasion pour ressouder les rangs de toutes les parties contractantes du Pacte de croissance et laisser de côté toutes les rivalités personnelles au profit d'une nouvelle dynamique de développement tel que recommandé par le chef de l'Etat dans le cadre de l'effort national de diversification économique face aux aléas de plus en plus pesants de la crise pétrolière.

M. A. C.

Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le Nord du Mali

Tenue à Alger de la 12^{ème} session

L'Algérie abrite, hier et aujourd'hui, la 12^{ème} session du Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le Nord du Mali, a indiqué jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

La rencontre sera coprésidée par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et son homologue malien, Abdoulaye Diop.

Cette réunion, qui intervient après celle qui a eu lieu à Bamako, le 12 juin 2016, «permettra de procéder à une évaluation de la situation au Nord Mali et des avancées enregistrées dans la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger, signé en 2015», souligne la même source.

Elle sera, également, mise à profit pour «faire le point sur l'état d'avancement de la coopération bilatérale et examiner les voies et moyens de son renforcement et son élargissement au profit des deux pays». Mohamadou Diarouraga, Haut Responsable auprès du Président malien, Ibrahim Boubacar Keita, pour la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger, «sera également présent à Alger, porteur d'un message du président malien au président de la République, Abdelaziz Bouteflika», note le communiqué.

K. L.

Violations israéliennes contre la Mosquée d'Al-Aqsa

Messahel appelle à une action collective

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel a appelé, jeudi au Caire, les pays arabes à une action collective, urgente et efficace au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux provocations et violations israéliennes contre les Lieux Saints d'El Qods, réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec l'Etat palestinien et son soutien indéfectible au peuple palestinien.

Lors de l'ouverture de la réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel dans sa deuxième session extraordinaire sur demande du Royaume hachémite de Jordanie, soutenue par plusieurs pays arabes membres et ce, pour débattre des mesures à prendre afin de faire face aux violations dont a été l'objet la Mosquée d'Al Aqsa, M. Messahel a mis l'accent sur l'impératif d'unifier les efforts pour mettre fin à cette situation dangereuse, soulignant que «nous devons intensifier et unifier nos

efforts pour une action collective, urgente et efficace sur tous les niveaux, notamment au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU afin de mettre fin aux provocations et pratiques israéliennes contre nos Lieux Sacrés à El Qods qui tendent à changer la réalité historique et légale et imposer le fait accompli sur le terrain».

M. Messahel a souligné l'impératif d'oeuvrer à assurer l'entière protection au peuple palestinien et ses Lieux Saints, rappelant que cette session extraordinaire se tient dans des conditions urgentes et très dangereuses suite aux violations flagrantes commises par les forces de l'occupation israélienne sur la Mosquée d'Al Aqsa.

Après avoir rappelé la fermeture d'Al Aqsa pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, la mise en place des mesures de sécurité aux entrées de la mosquée, le recours à la force contre les fidèles, les pratiques du fait accompli visant à

judaïser les Lieux Saints islamiques en violation aux droit et légalité internationaux, «ce qui a suscité l'ire des musulmans», le chef de la diplomatie algérienne a réaffirmé que les derniers développements «nous interpellent à poursuivre les pressions et les efforts collectifs pour que ces pratiques israéliennes ne se reproduisent pas».

Ces pratiques ignobles contre le peuple palestinien sur son territoire occupé et contre nos Lieux Saints, nous obligent à resserrer les rangs de nouveau autour de la cause palestinienne, notre cause principale, qui a toujours été notre préoccupation en tant que nation et Ligue arabes dans notre action politique et diplomatique», a-t-il ajouté.

M. Messahel a évoqué les répercussions internationales de cette «grave situation et la poursuite des violations israéliennes auxquelles est confrontées la région arabo-musulmane et la

communauté internationale», ce qui pourrait induire à une explosion de la situation et à de graves retombées menaçant la sécurité et la stabilité de la région et du processus de paix».

Le ministre des Affaires étrangères a appelé les Palestiniens à l'«unification des rangs en vue de faire face aux défis majeurs», réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec l'Etat frère de Palestine, peuple et gouvernement, et son soutien constant au peuple palestinien et à sa cause juste pour le recouvrement de ses droits légitimes, inaliénables, notamment son droit à l'établissement d'un Etat indépendant avec pour capitale Al-Qods.

M. Messahel a exprimé le souhait de voir cette réunion aboutir à des décisions «fermes et décisives» à même de relever les grands défis auxquels nous sommes confrontés.

Les participants ont saisi cette occasion pour observer

une minute de silence à la mémoire du défunt Ahmed Ben Helli, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, décédé récemment.

M. Messahel a adressé ses sincères remerciements aux ministres, au secrétaire général de l'organisation et aux responsables qui ont présenté leurs condoléances au gouvernement algérien et à la famille du regretté. Il indiqua, dans ce contexte, que le conseil de la Ligue arabe se réunissait pour la première fois depuis plusieurs années en l'absence du défunt, «une figure arabe emblématique ayant consenti de grands efforts au profit des intérêts et des aspirations de».

M. Messahel a souhaité la bienvenue au ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nasser Bourita, qui participe pour la première fois aux travaux du conseil.

R. N.

Taux de réussite du Bac «En deçà de nos attentes» selon Benghebrit

Beaucoup reste à faire dans le secteur de l'Education pour améliorer les résultats et atteindre les objectifs tracés.



Par Rachid Chihab

S' exprimant, avant-hier, Nouria Benghebrit, a qualifié de «satisfaisants» les résultats obtenus au baccalauréat 2017 même s'ils «sont en deçà de nos attentes». «Nous considérons ces résultats satisfaisants même s'ils restent en deçà de nos attentes et objectifs stratégiques arrêtés par la réforme, soit 70% de réussite», a-t-elle déclaré lors de la cérémonie organisée en l'honneur des meilleurs lauréats du baccalauréat session 2017, exprimant son «optimisme quant à la réalisation de meilleurs scores à l'avenir grâce à l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme». Elle a affirmé, dans ce sens, que cette réforme «s'appuie sur trois leviers majeurs :

la refonte pédagogique, la professionnalisation par la formation et la gouvernance», relevant la nécessité de «s'adapter» à un contexte en plein bouleversement dans lequel l'école «doit évoluer pour répondre aux nouveaux besoins de la société».

Analysant les résultats du baccalauréat, le ministre a souligné que le taux de réussite global qui atteint 56,07%, représente une amélioration de 6,28% comparativement à 2016 qui a connu un taux d'admission de 49,79%, relevant également «la prédominance» des filles avec un taux de réussite de 65,03%. Mme Benghebrit a insisté, dans son allocution, sur l'impératif de «s'adapter aux changements induits par un environnement technologique de plus en plus sophistiqué», ajoutant que «le

défi aujourd'hui est de savoir comment moraliser les examens».

Elle a souligné à cet effet que «cette moralisation sera construite grâce à l'opérationnalisation de la Charte d'éthique du secteur et l'actualisation de deux arrêtés portant sur l'organisation et le fonctionnement de la communauté éducative ainsi que les orientations générales pour l'élaboration du Règlement intérieur de l'établissement scolaire en concertation avec partenaires sociaux». Mme Benghebrit a estimé, par la même occasion, que la forte demande de rigueur, d'égalité, de justice et de mérite exprimée par une grande partie de la société «conforte» le ministère dans sa détermination à œuvrer dans ce sens, appelant à «consolider les valeurs de citoyenneté

et de tolérance au sein des établissements et lutter contre tous les comportements non-citoyens notamment la tricherie et la violence». Elle a considéré aussi que l'organisation de cette cérémonie «est une reconnaissance des efforts consentis par les élèves studieux, du dévouement et de l'abnégation de leurs professeurs et aussi une reconnaissance aux parents d'élèves», ajoutant que cette même cérémonie traduit également une reconnaissance de la mobilisation d'un nombre important de département ministériels pour préserver la crédibilité des examens. L'organisation d'une cérémonie en l'honneur aux meilleurs des lauréats du Bac est une tradition ancrée, datant des premières années de l'indépendance.

R. C.

Les secrets de réussite de la major de promotion au Bac

«La volonté et la discipline»

La major de promotion nationale au baccalauréat (session 2017), Khaoula Belaksa, a affirmé que le secret de son succès dans son parcours scolaire, résidait dans «la volonté, la discipline et l'organisation du temps», soulignant la nécessité du soutien moral à tout élève passant cet examen décisif.

Khaoula Belaksa qui a décroché la meilleure moyenne (19,21) au niveau national et qui est issue d'une famille modeste, n'a pas retenu son émotion en recevant son prix, décerné jeudi par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, au Palais du peuple et a trouvé des difficultés à exprimer ses sentiments à l'APS, en marge de la cérémonie de distinction.

«Je suis très heureuse de cet exploit et fière en même temps de cet hommage qui m'a été rendu par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune. J'adresse égale-

ment mes félicitations à mes collègues les lauréats et j'incite tous les recalés de l'année 2017 à persévérer en vue de concrétiser le succès pour les prochaines années», a déclaré la major de promotion.

Abordant le secret de son succès dans cet examen qu'elle a qualifié de «décisif», la lauréate estime que «la volonté, la discipline, l'assiduité, l'organisation du temps et la répartition des matières selon leur importance, font partie de l'essentiel des secrets de cette réussite», ajoutant que sa volonté «était forte dès le début de l'année». Abordant son parcours scolaire, Khaoula affirme qu'elle a été «la première tout au long des trois trimestres, ce qui couronne mon parcours scolaire», a-t-elle ajouté. Khaoula n'a pas manqué, à cette occasion, d'adresser «sa reconnaissance envers tous les enseignants, tous paliers confondus», a-t-elle dit avant d'ajouter : «Le résultat que

j'ai décroché pour cette dernière année n'est que le prolongement d'un travail continu mené de concert avec des enseignants compétents qui m'ont accompagnée depuis le primaire et dont les noms seront gravés dans ma mémoire». Le baccalauréat est, a-t-elle poursuivi, «une étape décisive dans ma vie, étant donné que ce sésame représente la fin d'une étape difficile et le début d'une autre étape encore plus difficile». «Passionnée par le contact avec les choses vivantes», Khaoula ambitionne actuellement d'accomplir ses études universitaires avec excellence dans la spécialité de médecine. Née le 5 mai 1999 dans la commune de Tamalous (w.Skikda), Khaoula Belaksa, élève dans la branche des sciences expérimentales au lycée Cheniguel-Saïd, a décroché son Bac avec la mention «excellent».

R. N.

Olympiades internationales de mathématiques

Distinction des participants

Une cérémonie a été organisée jeudi au lycée des mathématiques de Kouba (Alger), en l'honneur des élèves ayant participé au Championnat méditerranéen des mathématiques et aux Olympiades internationales de mathématiques, organisés successivement en Italie et au Brésil.

La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur de cabinet du ministère de l'Education nationale, Abdelouahab Guellil, qui a qualifié le classement des participants algériens d'«honorable pour l'Algérie et pour son système éducatif», soulignant que les lauréats algériens avaient «remporté la médaille de bronze et quatre médailles honorifiques en Italie, ainsi qu'une autre médaille de bronze et de bonnes appréciations à Rio Di Janeiro».

Après avoir remercié les enseignants et les encadreurs qui ont «consenti d'énormes efforts» en vue d'atteindre les objectifs assignés, M. Guellil a mis en exergue «la capacité de l'Algérie à relever les défis lorsqu'il s'agit de représenter son pays au niveau international, ainsi que l'amélioration du niveau scolaire».

L'Algérie a pris part du 12 au 23 juillet en cours aux 58^e Olympiades internationales de mathématiques, représentée par six élèves dont une fille, originaires de Oum El Bouaghi, Laghouat, Tamanrasset, Tiemcen, Médéa et Jijel, sélectionnés en début de l'année scolaire, dans le cadre d'un concours organisé par le ministère de l'Education nationale.

G. L.

Ecoles des cadets de la nation à Tiaret et Oran

Prochains concours d'entrée

Les Ecoles des cadets de la nation relevant de l'Armée nationale populaire (ANP) des wilayas d'Oran et Tiaret organisent du 29 juillet au 6 août prochain un concours d'entrée aux cycles du moyen et secondaire, a-t-on appris jeudi auprès de la direction régionale de communication, information et orientation de la 2^{ème} Région militaire.

Le concours pour le cycle moyen débutera aujourd'hui au niveau des Ecoles des cadets de la nation d'Oran et de Tiaret, avec au programme une consultation médicale, un test physique, les deux premiers jours, puis des tests écrits en langues arabe et française ainsi qu'en mathématiques, le troisième jour.

Pour le cycle secondaire, au profit des garçons, le concours d'entrée s'effectuera à Oran, du 1^{er} au 3 août, avec un programme comportant, entre autres, des tests de connaissance de la langue arabe, en mathématiques, en physique et en technologie.

Enfin pour le cycle secondaire, au profit des filles, le concours est prévu les 5 et 6 août au niveau d'Oran, avec l'organisation des mêmes tests que ceux destinés aux garçons, a-t-on précisé de même source.

R. K.

En visite à la 3^{ème} Région militaire

Gaïd Salah supervise un exercice tactique de l'armée

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a inspecté, jeudi à Béchar, au troisième jour de sa visite de travail à la 3^{ème} Région militaire, des annexes administratives et sportives et procédé à la supervision de la deuxième étape de l'exercice tactique combiné aux tirs réels «Madjd 2017», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.



«**A** l'entrée du siège du commandement de la Région et en guise d'hommage et de reconnaissance aux grands sacrifices de nos vaillants chahada et moudjahidine de la glorieuse Révolution de libération, le général de corps d'Armée accompagné du général-major Saïd Chengriha, commandant de la 3^{ème} Région militaire, a observé un moment de recueillement en hommage au valeureux chahid Mostefa Benboulaïd, puis il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle du chahid et récité la Fatiha du Saint Coran sur son âme et celles de tous nos vaillants martyrs», note le communiqué du MDN.

Le général de corps d'Armée a inspecté aussi quelques annexes administratives et spor-

tives à l'instar de la piscine olympique régionale, réalisée récemment et homologuée pour abriter des compétitions régionales, nationales, voire internationales.

Ensuite, le général de corps d'Armée a suivi une présentation animée par le général-major, commandant de la 40^{ème} Division d'infanterie mécanisée, qui a présenté le plan d'exécution et la chronologie des différentes actions de combat à opérer par les unités de la Division, appuyées par des formations de diverses armes et des forces terrestres et aériennes. Au champ de tirs et de manœuvres de la Division, le général de corps d'Armée a supervisé les différentes phases de l'exercice, exécuté avec un haut niveau de professionnalisme qui dénote «une parfaite interopérabilité des unités caracté-

risée par une étroite coordination entre les formations engagées et un strict respect du plan d'action et des timings, ainsi qu'une grande précision de tirs, ce qui illustre clairement le fruit d'une rigueur dans la préparation, la planification et l'exécution des différentes actions de combat, tout au long d'une année de préparation au combat, et reflète la grande conscience des cadres et des éléments de la responsabilité incombée à tout un chacun, qu'est essentiellement la bonne préparation et la permanente disponibilité, en toutes circonstances, à accomplir leurs nobles missions et leurs devoir sacré de défendre la souveraineté de l'Algérie, sa stabilité et son unité», relève la même source. Après avoir procédé à une évaluation objective du

déroulement de cette étape de l'exercice, le général de corps d'Armée s'est réuni avec les cadres et les éléments concernés par ledit exercice, où il a salué leur «grand esprit de combat, affiché au cours de l'exécution des différentes missions assignées».

«Le renforcement régulier et progressif des facteurs de la préservation permanente au niveau maximal de la disponibilité opérationnelle et de l'état-prêt du corps de bataille de l'ANP, dans cette Région militaire et dans les autres Régions, constitue l'une des préoccupations majeures du Haut commandement qui oeuvre sans cesse, avec le soutien de Son Excellence le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale à nos forces armées, à l'optimiser afin qu'il réponde aux exigences du parfait accomplissement des missions assignées», a souligné Gaïd Salah. «Ceci renforce ma motivation d'assister aujourd'hui à cet exercice tactico-opérationnel que nous voulons être un moyen idéal et pratique pour l'acquisition des connaissances et d'expériences, car c'est essentiellement avec cette démarche que nos forces armées pourront progresser, évoluer et s'améliorer», a-t-il affirmé.

La supervision du général de corps d'Armée de l'exécution de cet exercice «témoigne de l'intérêt qu'il porte personnellement au suivi, de près, de la concrétisation des programmes de préparation au combat de l'année d'instruction, couronnés chaque année par l'exécution d'exercices, dont l'objectif est d'optimiser la combativité des cadres et des troupes», conclut la même source. **H. L.**

Condamnation injuste des prisonniers de Gdiem Izik

L'Organisation africaine WAELE profondément préoccupée

L'Organisation promotion des femmes de leadership économique et autonomisation en Afrique (Waele/ Arcelfa) a fortement exprimé son inquiétude face à la dernière condamnation injuste de 23 prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdiem Izik par un tribunal marocain, dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Dans sa lettre, Waele a indiqué que «la police marocaine a obtenu des aveux et des déclarations en utilisant des traitements inhumains et des tortures pendant les interrogatoires des 23 prisonniers politiques sahraouis, selon Action chrétienne pour

l'abolition de la torture (Acata), Amnesty internationale (AI), le Centre Robert F. Kennedy (RFK) et Human Right Watch (HRW).

Cette organisation africaine a appelé le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres à «intercéder auprès du gouvernement marocain pour la libération immédiate des 23 prisonniers politiques du Sahara occidental qui se trouve sous occupation marocaine depuis 1975». En raison de leur participation au camp de Gdeim Izik (démantelé avec violence par les forces d'occupation marocaines le 8 février 2010), 24 militants sahraouis ont été condamnés par un tribunal militaire le 17 février 2013 à

de lourdes peines de prison. Le 27 juillet 2016, la Cour de cassation a cassé ce jugement et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Rabat. Le nouveau procès, qui a commencé en décembre 2016, s'est terminé le 19 juillet 2017 par un verdict qui reconduit les peines prononcées par le Tribunal militaire marocain. Il convient de rappeler que Waele/ Arcelfa est une organisation internationale non gouvernementale présente dans 46 pays africains et la diaspora qui travaille pour l'émancipation des femmes, l'autonomisation des veuves, la paix et la résolution des conflits et la création d'un environnement propice pour une paix durable en Afrique. **Y. L.**

Consolidant son développement au 1er semestre 2017

Ooredoo poursuit sa croissance portée par l'offre Haya ! et rassemble 14 millions de clients

Les résultats financiers de Ooredoo Algérie, rendus publics, le jeudi 27 juillet 2017, ont connu une croissance positive au premier semestre 2017, renforcée ainsi son positionnement grâce notamment au lancement, en mai dernier de son offre Maxy Haya ! qui a connu un large succès auprès des clients.

Ce succès a été en effet porté par la dynamique commerciale instaurée par Ooredoo à travers le lancement de ses offres Haya ! et Maxy Haya !, offrant des avantages exclusifs en termes de Voix et de Data.

Par les chiffres, les revenus de Ooredoo (Algérie) ont atteint 52,3 milliards de DA au 1^{er} semestre 2017.

Le parc d'abonnés a, quant à lui, atteint 14 millions de clients à la fin juin 2017, contre 13,4 millions d'abonnés au terme de la même période de l'année 2016.

Le résultat avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (Ebitda) a été de 23,4 milliards de DA au 1^{er} semestre 2017. Durant le premier semestre 2017, Ooredoo Algérie a investi près de 3,5 milliard de DA, notamment dans le renforcement et la modernisation de ses équipements réseau.

Au sein du Groupe, Ooredoo (Algérie) représente 9,4 % du nombre d'abonnés et 7,2% du volume des investissements.

A l'annonce du bilan financier, le directeur général de Ooredoo, M. Hendrik Kasteel a déclaré : «Au premier semestre 2017, Ooredoo Algérie a enregistré une croissance positive de ses principaux indicateurs financiers, portée notamment par le lancement de son offre Haya ! qui a permis à Ooredoo de consolider son positionnement sur le marché national de la téléphonie mobile. La confiance placée en nous par nos millions de clients séduits par l'innovation, la simplicité et la transparence de nos solutions et services, nous encourage à poursuivre notre stratégie afin de répondre aux mieux à leurs attentes et satisfaire leurs besoins. Ooredoo ambitionne de contribuer au renforcement de l'économie numérique nationale et en faire un moteur de développement pour le secteur algérien de la téléphonie mobile».

Les résultats du 1^{er} semestre 2017 traduisent la fiabilité de la stratégie de Ooredoo quant à sa volonté de faire de l'industrie numérique une réalité quotidienne pour ses clients.

Ooredoo reste constamment à l'écoute des préoccupations de ses clients pour anticiper leurs besoins et leur apporter des solutions sur mesure.

En outre, Ooredoo se fixe l'objectif de renforcer ses investissements en Algérie dans le courant de l'année 2017 afin d'accélérer la pénétration de sa technologie 4G, qui couvre aujourd'hui 31 wilayas, gagner de nouvelles parts de marché et permettre au client algérien de profiter de l'excellence, de l'expertise et du savoir-faire technologique du Groupe Ooredoo.

Communiqué

Sonatrach

La récupération des gaz associés pour répondre davantage à la demande

La compagnie Sonatrach confère la priorité aux «projet novateurs» pour la récupération des gaz associés face au double défi de répondre à la demande locale et étrangère, a indiqué jeudi son P-DG, Abdelmoumen Ould Kaddour.



«**N**ous avons un manque à gagner de 50 millions de m³/jour de gaz et nous sommes en train de pousser nos jeunes ingénieurs à avoir des idées novatrices, à l'instar de ce qui a été fait à Rhourd El Baguel (Hassi Messaoud)», a souligné M. Ould Kaddour à la presse à l'issue d'une visite à Hassi R'mel.

Le P-DG de Sonatrach faisait référence au nouveau procédé technique qui lui avait été présenté, il y a quelques jours, pour la récupération d'une dizaine de millions de m³ de gaz associés par jour, qui étaient auparavant injectés pour faire fonctionner les installations de l'usine de traitement de Rhourd El Baguel en vue de les destiner à la vente.

«Nous essayons de faire la même chose à Rhourd Ennous», a alors avancé M. Ould Kaddour ajoutant que Sonatrach déploie de gros efforts pour pouvoir répondre à la forte demande locale et étrangère en gaz naturel.

C'est un «défi énorme» pour lequel Sonatrach «travaille dur» et consent des efforts énormes pour continuer à développer ses capacités de production, a fait valoir le premier responsable du groupe national des hydrocarbures.

A ce propos, il a cité particulièrement deux champs à Reggane et au Touat qui

devraient entrer en production à la fin de l'année en cours.

«Pour Reggane c'est certain. Concernant le champ de Touat, nous avons ramené avec nous nos entreprises locales en vue de les pousser à accélérer la mise en route de ce champ», a-t-il fait savoir. Au cours de sa visite à Hassi R'mel, le P-DG de Sonatrach a inauguré la station de compression GR5 qui servira à renforcer la pression du gaz transporté par le gazoduc GR5 avec une capacité de 8,8 milliards de m³/an.

C'est la deuxième station de compression servant à booster la pression du gaz transporté par le gazoduc GR5 après celle de Khrechba.

La Station GR5 de Hassi R'Mel permettra de remonter la pression à 70 bars en vue de l'évacuation du gaz naturel collecté des champs du Sud-Est, à savoir ceux de Reggane Nord, Timmimoun et Touat vers Hassi R'Mel (Laghout) sur une distance de 765 km.

Les injections de production de ces champs dans ce système de transport par canalisation (TRC) sont prévues pour novembre 2017 concernant Reggane Nord, en décembre 2017 pour Touat et en février 2018 pour Timimoun, a précisé un responsable du Centre national de dispatching de gaz (Cndg). Ce gaz, dont la pression a été augmentée, sera ensuite acheminé vers le Cndg

à Hassi R'mel.

D'un coup global de 16,74 milliards de DA, cette station, avec ses expansions, atteindra une capacité de transport de 21 milliards de m³/an à compter de 2020, et ce, avec l'entrée en production de futurs champs gaziers.

Il s'agira des champs de Hassi Mouina Nord et Sud, Hassi Bahamou, Ahnet, Tidikelt sud et Akabli.

La réalisation du gazoduc GR5 avait été confiée à des entreprises nationales en gré à gré, à savoir Cosider Canalisation, Enac, GCB et GTP.

Développement des gazoducs

Outre ces projets, une enveloppe financière de 37 milliards de DA a été allouée, au titre de l'année 2017, aux projets de développement des gazoducs installés sur les axes Sud-Est et Sud-Ouest du pays, a indiqué à la presse le directeur des projets de Hassi R'Mel du groupe Sonatrach, M. Youcef Malki.

Cette enveloppe représente 51% de l'enveloppe globale attribuée aux projets de développement et de réhabilitation de l'activité TRC de Sonatrach au titre de l'année 2017, estimée à 72,5 milliards de DA.

D'autre part, depuis l'année 1985 (date de son entrée en service) jusqu'à aujourd'hui,

une quantité totale de 2 230 milliards de m³ de gaz a transité par le CNDG.

Par ailleurs, le P-DG de Sonatrach a aussi visité des salles de compression et a procédé au lancement des travaux du projet Boosting phase III, qui vise l'installation de capacités de compression supérieures en vue d'accompagner la déplétion naturelle du gisement de Hassi R'Mel et ce, après avoir réalisé le Boosting phase I (2004) et phase II (2009).

Ce projet prévoit l'installation de deux lignes de compression en deux étapes: de 24 à 57 bars et dont le démarrage est programmé pour 2019, puis de 10 à 24 bars en 2023.

D'un coût total de plus de 141 milliards de DA, le contrat du projet avait été signé en décembre 2016.

La délégation de Sonatrach a également visité la station électrique hybride de Hassi R'Mel, fonctionnant conjointement avec l'énergie solaire et le gaz, produisant ainsi 150 MW d'électricité destinée à être injectée dans le réseau national électrique.

Dans ce sens, M. Ould Kaddour a indiqué que Sonatrach ambitionne d'utiliser l'énergie solaire dans les champs d'exploitation. «Nous avons lancé un plan de développement en vertu duquel au lieu d'utiliser les gaz, qui sont produits au niveau des champs en vue de les faire tourner, nous produirons de l'énergie solaire pour remplacer les gaz qui pourront être utilisés pour l'exportation», a-t-il détaillé.

Lors de son point de presse, il a également avancé que Sonatrach était en train de faire une étude pour prospecter d'autres marchés, outre celui de l'UE qui est, actuellement, le plus grand client de la compagnie.

«Nous avons aussi des partenaires étrangers qui travaillent avec nous tels ENI (Italie), qui est un partenaire historique, et Total (France). Nous essayons de trouver des solutions pour pouvoir répondre aux besoins de ces clients importants et, en même temps, répondre aux exigences de l'UE», a-t-il déclaré.

K. L.

Agriculture

Le blé à terme sous la barre des 170 euros la tonne

Les cours du blé restent fermement coincés sous la barre des 170 euros la tonne vendredi en mi-journée sur le marché européen, malgré un très léger gain de 25 centimes d'euro sur l'échéance septembre.

Le marché du blé européen, côté en euros, continue de subir la force de la devise européenne face au dollar, qui limite les exportations européennes de blé, dans l'attente des chiffres du Produit intérieur brut (PIB) américain pour le deuxième trimestre.

Dans la matinée de vendredi, la tonne de blé regagnait 25 centimes d'euro sur l'échéance de septembre à 169,00 euros et restait stable sur l'échéance de décembre à 174,50 euros, dans un volume d'échanges très bas de quelque 5 800 lots.

Les opérateurs sont très attentifs sur le suivi des récoltes en France, en Allemagne ou dans les pays baltes ainsi que sur le suivi hebdomadaire des flux physiques d'exportations.

Agritel note ainsi que le cumul des exportations de blé tendre vers les pays tiers (hors UE) progresse «timidement» depuis le début de campagne.

Les chiffres publiés par Bruxelles jeudi montrent que la France reste en première place pour les exportations de blé tendre européen au 25 juillet, à 295 000 tonnes, devant l'Allemagne à 151 800 tonnes et la Roumanie à 132 500 tonnes, note Intercourtag.

Concernant le maïs, les cours subissent une pression à la baisse «dans un contexte d'accélération des importations au sein de l'Union européenne», note Agritel. L'IGC (International Grain Council) a en effet révisé à la hausse le potentiel d'importation de maïs dans l'UE sur la campagne 2016-2017 de 500 000 tonnes à 15,3 millions de tonnes. Les estimations d'importation pour la campagne 2017-2018 sont également revues à la hausse, à 15 millions de tonnes (au lieu de 14 MT) afin de compenser les baisses de production annoncées.

Sur l'échéance d'août, la tonne de maïs abandonne 4,50 euros à 150,50 euros, avec une perte amplifiée par la perte de liquidité du contrat à l'approche de la fin de son échéance qui aura lieu le 7 août.

Sur l'échéance de novembre, le maïs reste stable à 166 euros la tonne, et perd 25 centimes à 170 euros la tonne sur l'échéance de novembre. Le volume d'échanges se limite à 544 lots.

R. N.

Le pétrole monte

Le Brent s'approche de 52 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur hausse vendredi en cours d'échanges européens, soutenus par le dollar et par l'optimisme de Opep sur l'application de son de limitation de la production.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 51,78 dollars, à son plus haut niveau depuis deux mois sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 29 cents par rapport à la clôture de

jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait sept cents à 49,11 dollars.

«Les prix ont été soutenus cette semaine par l'optimisme de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) sur son accord de limitation de la production, tandis que la faiblesse du dollar a également participé à

la hausse des prix», a commenté Lukman Otunuga, analyste chez FXTM.

La petite santé du billet vert permet aux investisseurs utilisant d'autres devises d'acheter du pétrole à bon compte, puisque les échanges de barils se font en dollar sur les marchés mondiaux.

En outre, l'Opep et ses partenaires se sont réunis lundi dernier pour observer l'évolution du marché mondial, alors qu'ils tentent depuis le début de l'année

de rééquilibrer le marché en limitant leur production. L'Arabie Saoudite a affirmé compter baisser ses exportations en août.

Par ailleurs, les marchés scrutaient également la situation politique au Venezuela à l'approche de l'élection d'une Assemblée constituante. «La production vénézuélienne a reculé sur les dernières années, et la situation instable risque fort d'empirer. Des sanctions américaines sur les exportations de

pétrole pourraient peser sur la situation, et devraient faire évoluer la façon dont nous voyons la situation régionale», a commenté Michael Tran, analyste chez RBC Capital Markets.

«Une nouvelle baisse de la production vénézuélienne ferait grimper les prix du brut dans le monde, mais tout particulièrement en Amérique du Nord, et profiterait au Canada et au Mexique», a-t-il ajouté.

R. T.

Commune d'Ath Yenni à Tizi Ouzou

Une maison de l'artisanat et un musée du bijou prochainement

Les projets de réalisation d'une maison de l'artisanat et d'un musée du bijou dans la commune d'Ath Yenni seront concrétisés incessamment, a-t-on appris jeudi du président de l'Assemblée populaire communale locale.



S' exprimant à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 14^{ème} édition de la Fête du bijou, Smaïl Deghoul a déclaré que le budget destiné à l'aménagement des deux structures a été débloqué et transféré vers les caisses de l'APC.

Le lancement des consultations pour l'attribution du marché est prévu pour les prochains jours et les travaux démarreront juste après pour permettre la concrétisation de ces deux projets promis par le ministère du Tourisme lors de la 12^{ème} édition de cette fête, a-t-il précisé.

L'aménagement de la maison de l'artisanat et du musée est prévu sur le site d'une ancienne bâtisse qui a déjà servi de maison de l'artisanat avant d'être fermée, a-t-il affirmé, assurant que les deux établissements tant attendus par les artisans de la région seront finalisés avant l'été prochain.

«Le bijou aura désormais son musée et sa maison de l'artisanat ce qui contribuera forte-

ment à sa préservation et à sa promotion tout en facilitant sa commercialisation puisque les artisans-bijoutiers auront des espaces permanents d'exposition et de vente», a-t-il expliqué.

L'autre projet qui permettra l'épanouissement de la filière concerne la labellisation du bijou d'Ath Yenni sur lequel un travail de réflexion a été lancé avec la contribution de spécialistes et de chercheurs, a annoncé M. Deghoul, rappelant que ces bijoux traditionnels revêtent déjà un caractère national et international.

Ayant procédé au lancement officiel de la manifestation, le wali de Tizi Ouzou, Abdelkader Boudarbali, a évoqué un art ancestral qui a devant lui un avenir meilleur vu le nombre d'artisans qui l'exercent malgré les difficultés, mais aussi l'engouement qu'il suscite auprès des citoyens au niveau local, national et même à l'étranger.

Cet art est un patrimoine national qui doit avoir une dimension internationale, d'où la nécessité de conjuguer tous les

efforts pour qu'il soit labellisé et inscrit comme patrimoine universel de l'Unesco et donner ainsi une autre face de l'identité algérienne, a-t-il soutenu.

Le wali a proposé également l'intégration du volet bijou dans la caravane nationale, organisée dans le cadre du centenaire de l'écrivain Mouloud Mammeri, une figure emblématique de la culture algérienne qui a beaucoup travaillé sur le patrimoine et les traditions, a-t-il estimé.

Selon lui, cette activité artisanale a gagné du terrain au fil des années au même titre que la robe kabyle qui sont pratiquement présentes dans des manifestations culturelles organisées dans les quatre coins de l'Algérie, d'où la nécessité de veiller à sa préservation et sa promotion à travers un accompagnement concret des artisans.

Présent à l'ouverture de la fête, le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), El Hachemi Assad, a remis des invitations à des artisans-bijoutiers pour

prendre part à la caravane nationale consacrée à l'oeuvre de Mouloud Mammeri qui sillonne actuellement l'Algérie et qui se posera dans l'ouest du pays durant le mois d'août. La 14^{ème} édition de la Fête du bijou a été marquée par la présence de 72 bijoutiers qui ont exposé leurs produits au niveau du CEM Larbi-Mezani et le Centre culturel Keddach-Ali. D'autres activités artisanales sont représentées par des exposants venus d'une dizaine de wilayas comme Boumerdes, Alger, Tamanrasset, Tipasa et Sidi Bel Abbès. Malgré la cherté qui caractérise la grande variété de produits proposés par les bijoutiers, les visiteurs ont été nombreux à se rendre à Ath Yenni dès les premières heures de lancement de l'évènement en vue de découvrir les nouveautés proposées à l'occasion de cette édition et s'offrir, éventuellement, un joyau fait d'argent et de corail ainsi que de belles décorations en jaune, vert et bleu qu'on appelle communément «l'fetta n Ath Yenni».

M. Y.

Poste frontalier de Oum Tboul (El Tarf)
Plus de 10 000 voyageurs transitent dans de bonnes conditions

Plus de 10 000 voyageurs et 2 300 véhicules ont transité, en l'espace de 12 h dans de «bonnes conditions» par le poste frontalier de Oum Tboul, dans la daïra d'El Kala (El Tarf), a-t-on appris jeudi auprès des services des Douanes.

Ces voyageurs, composés dans leur majorité de familles ont effectué les formalités douanières d'usage et de police, dans des conditions «très satisfaisantes», a précisé l'inspecteur divisionnaire des Douanes, Chafik Dahmani, au cours d'une visite de travail et d'inspection au poste frontalier, effectuée par le wali Mohamed Benkateb. Le même responsable a ajouté que les voyageurs s'acquittent des formalités douanières et policières en «moins de dix minutes» mettant en exergue l'apport du dispositif introduit permettant de traiter un flux de plus en plus important. Saluant les efforts déployés par les différents services de la police algérienne des frontières (PAF), le chef de l'exécutif local a insisté sur l'importance d'assurer «le meilleur accueil» aux voyageurs. L'accent a été également mis sur l'importance de la sensibilisation des citoyens quant à la nécessité de préserver l'environnement immédiat du poste frontalier. Sur un autre registre, le chef de l'exécutif local a visité le chantier d'une mosquée dans la commune de Bogous et un lycée au niveau de la commune d'El Ayoun et dont les travaux accusent du retard. In situ, le même responsable, rappelant l'importance de ces réalisations qui visent une prise en charge efficiente des préoccupations quotidiennes des citoyens, a instruit à l'effet d'accélérer le rythme des chantiers et de respecter les délais de livraison impartis.

K. Y.

Ouargla
18 millions de DA collectés au titre du fonds de la zakat

Un montant de 18 millions de DA a été collecté l'année écoulée, au titre du fonds de la zakat, dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris jeudi du directeur des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya.

Ce montant, le plus élevé depuis le lancement du projet de fonds de la zakat en 2003 dans la wilaya, a profité à plus de 3 438 familles nécessiteuses et défavorisées, soit une somme de 5 000 DA chacune, a indiqué M. Abdelkrim Lichani.

Le directeur des affaires religieuses a fait état, par ailleurs, de l'octroi à 57 mosquées à travers la wilaya d'aides destinées à la réalisation d'opérations de restauration et réhabilitation, et d'équipements (tapisserie, climatiseurs, ventilateurs et autres). Un montant de près de 55 millions de DA a ainsi été réparti entre ces structures, sur la base d'un état des lieux de chaque mosquée, a précisé le même responsable. Le secteur des affaires religieuses compte dans la wilaya de Ouargla 415 mosquées, 32 zaouïas, dont 19 actives dans différents domaines scientifiques et socioculturels, ainsi que 22 écoles coraniques indépendantes et 290 autres relevant des mosquées. Ce qui constitue un «bond qualitatif» pour ce qui concerne ce type d'enseignement, a estimé M. Lichani.

T. O.

Plages d'Alger

Création de 10 postes de police

Dix postes de police ont été ouverts au niveau de plusieurs plages d'Alger afin d'assurer la sécurité des estivants, outre la mobilisation d'effectifs sécuritaires supplémentaires

chargés de la sécurité routière près des plages pour faciliter l'accès des touristes et des estivants, a annoncé le chef du service de la Sûreté publique de la wilaya d'Alger, le commissaire principal de police, Mohamed Filali. «10 postes de police ont été créés au niveau de plusieurs plages d'Alger enregistrant une forte affluence des estivants, en vue d'assurer la sécurité des citoyens et des touristes étrangers qui viennent à Alger pour passer leurs vacances», a indiqué jeudi le commissaire principal

Filali, dans une déclaration à la presse, à l'occasion de la présentation des mesures sécuritaires spécifiques prises dans le cadre de la saison estivale 2017 par la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

«Des effectifs sécuritaires supplémentaires ont été déployés au niveau des plages d'Alger, en sus des permanences quotidiennes, en vue de réguler le trafic et de faciliter l'accès des estivants», a-t-il précisé.

«Ces effectifs qui couvrent également les points noirs sur les routes congestionnées notamment lors des heures de pointe, sont chargés de réguler le trafic routier et de veiller au respect, par les usagers, du Code de la route, afin d'éviter d'éventuels acci-

dents de la circulation».

En vue d'assurer la sécurité des familles algéroises durant les soirées et veillées nocturnes, au niveau des centres commerciaux, des façades maritimes à l'instar des Sablettes, Bab El Oued et Ain Benian et des restaurants situés à Draria et Staoueli, «des équipes supplémentaires ont été déployées de 6h jusqu'à des heures tardives de la nuit afin de sécuriser ces endroits très fréquentés durant la saison estivale», a-t-il affirmé.

Ces mesures viennent compléter celles prises par la police aux frontières (PAF) au profit des voyageurs venus en Algérie, au niveau des différents postes frontaliers.

L. B.

Sidi Bel-Abbès

Les habitants découvrent le tramway



La mise en service du tramway de la ville de Sidi-Bel-Abbès a suscité un engouement sans précédent de la part des citoyens qui découvrent, pour la plupart d'entre eux, ce moyen de transport moderne, propre et écologique.

Deux jours après sa mise en service commerciale, les rames du tramway ne se désemplissent pas. Au sentiment de découverte de ce moyen de transport, se mêlent une certaine satisfaction et une joie d'échapper aux encombrements du centre-ville et à la chaleur caniculaire qui marque ce mois de juillet.

Les voyageurs interrogés par l'APS expriment une certaine fierté du fait que leur ville dispose enfin d'un tramway, au même titre que les grandes villes d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Nous avons longtemps attendu cet événement. L'attente valait la peine malgré les quatre années de travaux qui ont pénalisé le citoyen. Le tram nous permettra de faire un gain de temps considérable dans nos déplacements a indiqué Mohamed, fonctionnaire au pôle universitaire de Sidi Bel-Abbès. Et d'ajouter, je suis parmi les travailleurs les plus chanceux puisque le tramway me permet de rallier mon lieu de travail dans un temps record et sans risque d'être en retard comme à l'accoutumée.

Le jeune Nouredine estime, pour sa

part, que même si le tramway ne passe pas sur les différents pôles, il reste un moyen de locomotion très rapide.

Maintenant, plus besoin de prendre un taxi ou un clandestin pour aller au centre-ville, a-t-il ajouté, avec un air de satisfaction. Pour Mme. Amina, enseignante, la mise en service du tramway va énormément soulager des tracas du transport. C'est un gain de temps extraordinaire qu'il offre en plus du confort et du prix très raisonnable du ticket, précise-telle.

En plus de ce sentiment de satisfaction exprimé par les usagers, ce mode de transport moderne a eu des répercussions positives sur les plans socioéconomiques.

Le tramway a participé à la résorption du chômage dans la wilaya puisque les travaux qui ont duré presque 4 ans ont permis la création de plus de 2.500 emplois directes et indirectes a indiqué le responsable du projet, Laid Ziane. Il a ajouté qu'avec sa mise en service, le projet va participer à la création de plus de 400 postes d'emploi, répartis sur les différents lieux et pour les différents besoins comme l'entretien, le contrôle, le centre de conduite qui participe à la bonne marche de ce moyen de locomotion.

Un bien public à préserver

Le tramway de Sidi-Bel-Abbès entame sa première navette à partir de 5 h du matin pour arrêter ses activités à 23h. Le prix du ticket a été fixé à 30 DA l'unité, ce qui est nettement abordable. Des abonnements sont proposés aux étudiants, aux familles nombreuses et aux seniors. Le but est d'encourager les gens à prendre ce

moyen de transport a indiqué le directeur de wilaya chargé du transport, Riad Boumediene.

Par ailleurs, le tramway dispose d'un système moderne de billetterie ainsi que de la gestion des panneaux de signalisation sur tout le long du tracé, à partir du centre de commande garantissant ainsi une plus grande sécurité. Le même responsable a précisé, en outre, que les 30 rames, 26 seront exploitées pour les allers-retours et mises en service progressivement. Les autres rames seront stationnées au centre de maintenance, pour pallier aux éventuelles pannes techniques ou accidents.

Chaque rame peut transporter quelque 400 passagers à une intervalle de 8 minutes soit presque 6.000 voyageurs quotidiennement et une prévision de 12 millions d'usagers par an.

Il est à noter le tracé de ce tramway s'étend sur une distance de 14.26 Km et compte 22 stations et 3 pôles de permutation au départ de la station urbaine sud, passant par plusieurs endroits stratégiques de la ville notamment le pôle universitaire et le projet de la nouvelle ligne ferroviaire de SBA.

Pour rappel le ministre des travaux publics et du transport, Abdelghani Zaalane, a inauguré mardi ce tramway, réalisé dans le cadre de la politique de l'Etat visant à améliorer les conditions de transport des citoyens, en renforçant les structures et en modernisant les moyens de transport.

Le ministre a également appelé à multiplier les campagnes sensibilisation afin de préserver ce bien public qui a coûté plus de 28 milliards DA.

B. K.

A l'arrêt pour incident technique Le téléphérique de Constantine reprend du service

■ Le téléphérique de Constantine, à l'arrêt depuis mercredi, suite à un incident technique, reprendra du service «aujourd'hui au plus tard a indiqué jeudi, le directeur-général adjoint de l'entreprise de transport algérien par câbles (ETAC), Larbi Boumediène.

Le même responsable a précisé que suite à la collision survenu mercredi après-midi entre deux cabines de téléphérique, une commission technique a entamé des consultations in situ, sur l'incident et déterminera les dysfonctionnements pour les traiter dans les plus brefs délais avec des tests techniques.

Il a, à ce propos, ajouté que l'incident technique entre les deux cabines a entraîné un arrêt obligatoire des mouvements des cabines pour les soumettre à l'entretien, rappelant que le téléphérique subit tous les six mois une opération de maintenance totale.

Avant la remise en exploitation de l'ensemble des appareils, des essais techniques seront effectués par l'organisme responsable du contrôle de sécurité et technique, et ce dans le respect des règlements en vigueur afin d'offrir une prestation fiable aux usagers, a-t-il appuyé.

Il s'agit de contrôler les structures de ces installations selon les normes internationales de sécurité, a encore expliqué le responsable de l'ETAC

Deux cabines du téléphérique de Constantine sont entrées mercredi après-midi en collision à hauteur de la station du CHU Ibn Badis suscitant une grande panique parmi les usagers du téléphérique, rappelle-t-on. Intervenues, les services de la protection civile ont fait état de onze (11) victimes souffrant de douleurs diverses et de chocs psychologiques et évacuées pour recevoir les soins nécessaires.

B. Y.

Bouira 30 feux de forêts enregistrés

■ Trente feux de forêts ont été enregistrés depuis le début du mois de juin dans la wilaya de Bouira, où 67 hectares du couvert forestier ont été ravagés par les flammes durant la même période, selon le conservateur des forêts de la wilaya de Bouira.

Ces trente feux ont eu lieu durant la période allant du 1er juin au 15 juillet à Dirah, Ouled Rached (Sud), Aïn-Bessem, Lakhdaria, Maâla, Ridane (Ouest), Bordj Okhriss (Sud), Haïzer (Est), Bouira et Sour El-Ghozlane (Sud), où les gardes forestiers sont intervenus et ils ont maîtrisé tous les feux, a expliqué, M. M Omar Ben Souiah.

Ce nombre d'incendies est en baisse par rapport aux saisons estivales précédentes et par rapport aux autres wilayas, a noté le même responsable.

Il a par ailleurs déclaré que «le facteur vent et la température très élevée avaient rendu difficile la tâche aux gardes forestiers, comme cela a été le cas récemment près de Bordj Okhriss, où nos éléments sont restés mobilisés pendant plus de 48h, car l'incendie risquait de reprendre dans des lieux différents».

«Mais malgré des conditions difficiles, nos éléments ont pu maîtriser l'ensemble de ces incendies, grâce notamment à l'existence de tout un réseau de routes forestières», a ajouté M. Ben Souiah, qui n'a pas écarté la «probabilité d'une piste criminelle dans ces incendies, tout en évoquant le cas notamment du feu qui s'est déclaré le 16 juillet dernier près de la commune de Sour El-Ghozlane, où des pyromanes ont été identifiés».

«Les auteurs de l'incendie de Sour El-Ghozlane ont été identifiés. Il s'agit d'un groupe de jeunes connu de nos services pour leur activité dans le domaine du charbon. Ces derniers ont incendié cette forêt pour tirer du charbon et ils seront poursuivis en justice pour leur acte», a précisé la même source.

Selon un récent bilan des services de la Protection civile de la wilaya de

Bouira, plus de 140 hectares de forêts, et de cultures céréalières ainsi que 1705 arbres fruitiers ont été ravagés par les feux depuis le début de mois de juin dernier.

R. B.

CONFLITS ►►

Arabie Saoudite

Un missile tiré du Yémen intercepté près de La Mecque

Un missile balistique tiré par les rebelles chiites du Yémen a été intercepté jeudi soir près de la ville sainte de La Mecque en Arabie Saoudite, à un mois du Hadj, le pèlerinage annuel musulman, a annoncé la coalition arabe qui intervient militairement au Yémen.



L'engin a été intercepté à 69 km au sud de la ville sainte située dans l'ouest de l'Arabie Saoudite, a indiqué la coalition dans un communiqué, en parlant d'une «tentative désespérée des rebelles chiites houthis de perturber le Hadj» à La Mecque, qui commence cette année à la fin août.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel missile est tiré à partir du Yémen en direction de La Mecque. La coalition avait indiqué, le 28 octobre 2016, avoir intercepté un engin similaire dirigé contre la ville sainte.

Mais le nouveau tir fait planer une menace contre le Hadj de cette année qui devrait réunir quelque deux millions de fidèles venus des quatre coins du monde.

La guerre au Yémen oppose les rebelles chiites houthis, alliés aux partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, aux forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi, reconnu par la communauté internationale.

Le conflit s'est intensifié depuis l'intervention en mars 2015 d'une coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite, puissance régionale sunnite, qui accuse les rebelles yéménites d'être soutenu par l'Iran, son grand rival chiite. Cette coalition soutient le président Hadi.

Depuis mars 2015, les combats ont fait plus de 8 000 morts, majoritairement des civils, et plus de 44 500 blessés.

Sept accords de trêve négociés par l'ONU n'ont pas tenu et les efforts de

paix sont au point mort.

Le conflit a provoqué une crise humanitaire majeure dans ce pays qui était déjà considéré avant la guerre comme le plus pauvre de la péninsule arabique.

Près de deux millions d'enfants souffrent d'une «malnutrition aiguë» au Yémen qu'une «combinaison vicieuse» de guerre, de pauvreté et de choléra a placé «au bord de la famine», a averti mercredi l'ONU.

Ce cri d'alarme a été lancé par une délégation de haut rang de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Unicef et du Programme alimentaire mondial (PAM), aux termes d'une visite de trois jours au Yémen, ravagé par la guerre depuis plus de deux ans et touché par une épidémie de choléra qui a fait

près de 1 900 décès et quelque 400 000 cas suspects.

Trafic d'armes

Pour la coalition arabe, le tir du nouveau missile balistique est la preuve de la « poursuite du trafic d'armes (au profit des rebelles chiites) au port de Hodeida », sur la mer Rouge.

«Les missiles continuent d'être introduits frauduleusement en raison de l'absence de contrôle au port de Hodeida», a accusé la coalition dans son communiqué.

Cela s'explique aussi, selon la même source, par le «détournement des autorisations données par la coalition arabe - qui vérifie les cargaisons en mer - pour l'acheminement de l'aide humanitaire et des cargaisons commerciales».

La coalition arabe n'a cessé d'accuser les rebelles chiites houthis de recevoir des armes, ce qu'ils démentent, tout comme Téhéran, en affirmant disposer d'un programme de développement de missiles balistiques dont ils multiplient les tirs sur le sud de l'Arabie Saoudite.

Hodeida est le principal point d'entrée de l'assistance humanitaire destinée au nord du pays et à la capitale Sanaa qui sont sous le contrôle des rebelles Houthis.

La coalition veut placer ce port sous son contrôle ou du moins sous contrôle de l'ONU qui rejette cette idée en craignant des complications pour l'arrivée de l'aide humanitaire.

Dans le sud du pays, repris aux rebelles pendant l'été 2015, cette aide transite par le port d'Aden.

AFP

L'Iran affirme avoir testé avec «succès» un lanceur de satellites

L'Iran a affirmé jeudi avoir testé avec «succès» un lanceur de satellite depuis son premier centre de lancement, a rapporté la télévision d'Etat.

L'engin, appelé Simorgh (du nom d'un oiseau mythique iranien), est capable de placer des satellites de 250 kg à une altitude de 500 km au-dessus de la terre.

Ce lancement inaugure officiellement le Centre spatial Imam Khomeiny, construit pour lancer des satellites, selon la télévision d'Etat.

Selon la télévision qui a montré les images du lancement, ce centre se trouve dans la province de Semnan (à l'est de Téhéran), où ont généralement lieu de tels lancements.

Mais c'est la première fois qu'un tel lancement se fait depuis le Centre spatial Imam Khomeiny qui «est un immense site où se fait la préparation, le lancement, le contrôle et le guidage de tous les lanceurs de satellites», selon un communiqué du ministère iranien de la Défense, chargé du programme spatial.

Les Occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à développer, en utilisant la technologie de ses lanceurs de satellites, des lanceurs balistiques à longue portée capables d'emporter des charges conventionnelles ou nucléaires.

L'Iran a toujours démenti, affirmant que son programme spatial est uniquement à visée pacifique.

Ces dernières années, les Occidentaux ont toujours condamné tous les lancements de satellites iraniens.

Ce lancement intervient alors que la Chambre des Représentants américaine a voté mardi de nouvelles sanctions contre la Russie, la Corée du Nord et l'Iran, visant notamment le programme balistique de Téhéran.

L'Iran avait envoyé en février 2015 un petit satellite d'observation construit localement, appelé Fajr (Aube, Ndlr), d'un poids de 52 kg, le premier depuis 2012, qui avait été placé «avec succès» en orbite à 450 km de la terre, selon les médias iraniens.

Il s'agissait du quatrième satellite de fabrication iranienne à être envoyé dans l'espace. Les trois premiers avaient été lancés entre 2009 et février 2012.

Téhéran a également lancé deux capsules transportant des êtres vivants, la première en février 2010 contenant un rat, des tortues et des insectes, et la seconde en janvier 2013 contenant un singe, qui, selon les médias officiels, a été récupéré vivant.

AFP

Irak

Des soldats formés par Washington ont mené des exécutions à Mossoul, selon HRW

Une unité de l'armée irakienne formée par les forces américaines a mené des exécutions sommaires de prisonniers à Mossoul, a rapporté jeudi Human Rights Watch (HRW), appelant les Etats-Unis à suspendre leur assistance à cette division.

Cette annonce intervient après la diffusion de vidéos censées avoir été tournées dans la région de Mossoul, dans le nord de l'Irak, montrant des membres des forces irakiennes exécuter un détenu et en battre d'autres violemment.

L'Irak a proclamé la victoire contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à Mossoul le 11 juillet, mais les abus présumés commis par des forces de sécurité - en majorité chiites - dans la

deuxième ville du pays où les sunnites sont majoritaires, pourraient de nouveau semer les graines d'une discorde confessionnelle.

«Une division de l'armée irakienne entraînée par le gouvernement américain aurait exécuté plusieurs dizaines de prisonniers dans la vieille ville de Mossoul», a déclaré HRW dans un communiqué, en référence au centre-ville densément peuplé de la rive ouest. «Deux observateurs internationaux ont détaillé les exécutions sommaires de quatre personnes par la 16^e division de l'armée, mi-juillet, et vu des preuves selon lesquelles l'unité avait exécuté beaucoup plus de gens, dont un enfant», a souligné l'ONG.

La coalition internationale antijihadistes dirigée par les Etats-Unis

a fourni un soutien à plusieurs unités irakiennes en matière de formation, conseil et assistance.

«Le gouvernement américain devrait s'assurer qu'il ne fournit plus d'assistance à l'unité irakienne responsable de cette série d'exécutions», a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice de HRW pour le Moyen-Orient.

Enquêter sur les violations

La coalition a dit ne pas être en mesure de confirmer les allégations, soulignant cependant la nécessité d'enquêter sur des violations du droit international des conflits armés.

«Nous ne pouvons pas vérifier l'authenticité des informations,

mais toute violation du droit des conflits armés est inacceptable et doit faire l'objet d'une enquête transparente», affirme la coalition dans un courrier électronique en réponse à des questions de l'AFP.

«Leurs auteurs doivent rendre compte de leurs actes conformément au droit irakien», ajoute-t-elle.

La coalition a confirmé avoir entraîné, conseillé et équipé la 16^e Division, affirmant que, «dans certaines circonstances, si des unités soutenues ne se conforment pas aux directives, le soutien peut (leur) être retiré».

HRW avait découvert ces dernières semaines une série de vidéos diffusées sur Internet qui semblaient montrer d'autres abus

commis par les forces irakiennes dans la région de Mossoul.

Sur l'une d'entre elles, des hommes vêtus d'uniformes de l'armée irakienne battent un détenu et le jettent du haut d'une falaise avant de lui tirer dessus. Trois autres vidéos montrent des hommes en uniformes de l'armée et de la police frappant des prisonniers.

Plus tôt dans l'opération visant à reprendre Mossoul, un journaliste irakien intégré à la Force d'intervention rapide avait signalé que les membres de cette unité d'élite s'étaient livrés à des actes de torture, des viols et des meurtres.

Le journaliste, qui a depuis quitté l'Irak, a filmé certaines de ces exactions.

AFP

FRICAINES

Nigeria

Plus de 50 morts dans l'attaque de Boko Haram contre une mission pétrolière

Plus de 50 personnes ont été tuées lors de l'attaque menée mardi par Boko Haram contre une mission pétrolière dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué jeudi des sources médicales et humanitaires à l'AFP.



Le bilan ne cesse de s'aggraver", a déclaré une source impliquée dans les suites de l'embuscade menée près Magumeri, ajoutant: "Nous en avons maintenant plus de 50 et de nouveaux corps arrivent".

Les circonstances de l'embuscade tendue par le groupe jihadiste contre les gardes et une équipe de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), accompagnés de géologues de l'Université de Maiduguri, de retour d'une mission d'exploration, ne sont pas encore éclaircies, en raison du strict contrôle de l'armée sur les

accès à l'Etat de Borno, épicentre des violences de Boko Haram. De premiers éléments avaient fait croire initialement à une tentative d'enlèvement.

Mais un secouriste à Magumeri, situé à 50 km au nord-ouest de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, a déclaré qu'"à 19H00 (18H00 GMT) hier (mercredi), 47 corps ont été retrouvés dans la brousse autour de Magumeri".

"Onze d'entre eux ont été grièvement brûlés lors de l'attaque. Ils ont été brûlés vifs dans leur véhicule, échoué dans un fossé. On les a enterrés là-bas parce qu'on ne pouvait pas les emmener à Maiduguri".

"Ce soir (jeudi), on a retrouvé six nouveaux corps, dont celui d'un soldat, et il se pourrait qu'on en retrouve beaucoup plus parce que les équipes de secours fouillent partout aux alentours", a-t-il ajouté.

A l'Hôpital universitaire de Maiduguri (UMTH), un membre du personnel médical a déclaré de son côté: "Nous avons en ce moment 19 dépouilles de civils. Quinze d'entre eux étaient des vigiles (milice civile, ndlr) et quatre faisaient partie du personnel de l'hôpital".

Un syndicaliste enseignant de l'Université de Maiduguri, Dani Mamman, a confirmé à l'AFP la présence des quatre corps et précisé que deux

d'entre eux étaient des enseignants.

"Nous avons encore d'autres personnels manquants", a-t-il ajouté.

La production de pétrole au Nigeria est concentrée dans le delta du Niger (sud) depuis sa découverte en quantités commerciales en 1956.

Mais les attaques et sabotages répétés de rebelles locaux revendiquant un meilleur partage des ressources ont poussé le gouvernement à prospecter ailleurs.

Des explorations ont été lancées sur un territoire allant de l'Etat de Benue (centre) au nord-est où sévit Boko Haram.

AFP

Somalie

Une campagne contre la rougeole en novembre prochain

■ Une campagne contre la rougeole sera lancée en novembre prochain par l'ONU pour cibler 4,2 millions d'enfants somaliens âgés de six mois à dix ans, ont rapporté jeudi des médias.

La campagne menée conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF vise à contrôler l'épidémie et à réduire le nombre de décès chez les enfants.

"L'investissement dans la santé des enfants somaliens est essentiel car il s'agit d'un investissement pour l'avenir de la Somalie. L'OMS, l'UNICEF et les partenaires de la santé travaillent étroitement pour freiner la propagation de la rougeole dans le pays", a expliqué le représentant de l'OMS en Somalie, Ghulam Popal, dans un communiqué publié à Mogadiscio.

Selon l'OMS, environ 14.000 cas suspects de rougeole ont été signalés cette année seul au 23 juillet par rapport à un total d'entre 5.000 et 10.000 cas par an depuis 2014.

Plus de 80% des infectés par l'épidémie actuelle sont des enfants de moins de dix ans. La campagne nécessitera 14 millions de dollars dont l'agence de santé onusienne exige 7 millions. "Ce partenariat solide fournit un soutien continu aux autorités sanitaires nationales afin d'accroître la couverture vaccinale pour les enfants vulnérables à travers le pays. Mais nous ne pouvons réussir à atteindre tous les enfants que si nous avons suffisamment de fonds", a précisé M. Popal. Début 2017, l'OMS, l'UNICEF et les partenaires ont vacciné 596.328 enfants âgés de six mois à cinq ans contre la rougeole dans certains points chauds. Selon les médias, bien que les campagnes aient contribué à retarder la transmission immédiate, les cas de rougeole sont en hausse en raison des déplacements massifs et du surpeuplement dans des abris temporaires en raison de la sécheresse et des conflits, couplés avec une faible couverture vaccinale globale avant la crise actuelle et une faible immunité de la population due à une forte prévalence de la malnutrition.

T. A.

Afrique du sud

La machine à "broyer" de l'apartheid à nouveau sur le banc des accusés

Faux attentats, détenus électrocutés, signatures contrefaites: à la barre, extorcionnaire, victimes de l'apartheid, pathologistes replongent l'Afrique du Sud dans les heures les plus sombres de son histoire, lors de la réouverture de l'enquête sur Ahmed Timol, militant communiste décédé au quartier général de la police en 1971.

"J'étais un très jeune type attiré par toutes ces histoires d'agents secrets à la James Bond", lâche le proluxe Paul Erasmus, un ex-policier chargé des "sales coups" pour le gouvernement blanc pendant 17 ans.

Son rôle? "Faire croire au monde que l'ANC (Congrès national africain, fer de lance de la lutte contre l'apartheid) était une bande de brutes", raconte le sexagénaire au tribunal de Pretoria cette semaine. "Aujourd'hui, on appellerait ça des fake news".

Et Paul Erasmus de déballer pendant plusieurs heures, devant un public médusé, les techniques ultra violentes de la branche sécuritaire de la police de l'apartheid.

"La torture faisait partie du quotidien" au QG de la police à Johannesburg, affirme l'ancien fonctionnaire, qui reconnaît avoir "torturé un paquet de gens".

Et de raconter dans le menu détail les sévices infligés aux détenus: cet homme dont les testicules ont été "écrasés comme du poivre". Radio Moscou était le surnom donné à des électrochocs si puissants que "peu pouvaient les supporter".

Paul Erasmus n'avait pas encore intégré la police quand Ahmed Timol est retrouvé mort le 27 octobre 1971 au pied du QG de la police à Johannesburg, cinq jours après son arrestation.

Officiellement, l'homme de 29 ans s'est suicidé du 10e étage du bâtiment, célèbre pour abriter des interrogatoires musclés. Y a notamment officié "Little Hitler", le surnom donné au patron des enquêtes, le colonel Arthur Benoni Cronwright, un "fou total", selon Paul Erasmus.

En appelant à la barre l'ancien policier, la famille Timol - qui vient d'obtenir après une longue bataille la réouverture fin juin de l'enquête - entend décrire les nauséabondes méthodes du régime de l'époque.

Propagande

L'objectif: faire éclater la vérité sur la mort d'Ahmed Timol, à défaut d'obtenir des poursuites. Car sa famille en est convaincue: le jeune militant communiste a été tué et son meurtre maquillé en suicide.

Devant le tribunal mercredi, une médecin légiste affirme que "les multiples blessures" sur le corps d'Ahmed Timol "ne peuvent pas être imputées à une chute en hauteur" et "indiquent que le défunt a été brutalisé pendant sa garde à vue".

Paul Erasmus enfonce le clou. Il décrit le rôle des "balayeurs", ces agents chargés de garder intacte la réputation de la police.

L'ancien fonctionnaire, qui a consigné

ses 17 années de service dans des journaux de bord aujourd'hui jaunies, se vante aussi de sa capacité à "contrefaire n'importe quoi" pour alimenter la propagande. "Je me suis entraîné des heures à imiter la signature de Desmond Tutu", le célèbre archevêque qui luttait contre l'apartheid.

Le moment est historique. Pour preuve, il est retransmis en direct à la télévision.

Paul Erasmus semble d'ailleurs tout droit sorti des années 80: épaisse chevelure grisonnante bouclée jusqu'aux épaules et blouson en cuir noir bien trop large.

Les questions de l'avocat de la famille Timol sont courtes, les réponses de Paul Erasmus souvent longues. "Il a besoin que ça sorte", explique à l'AFP son fils Dylan.

Messages cryptés

A la barre, Stephanie Kemp, une ancienne membre du Parti communiste sud-africain (SACP), qui communiquait par messages cryptés avec Ahmed Timol, raconte les tortures qu'elle a subies.

"Ils m'ont attrapée par les cheveux et frappée jusqu'à ce que je m'évanouisse. Ils voulaient nous broyer", raconte cette femme très digne.

De 1996 à 1998, la Commission vérité et réconciliation (TRC) avait déjà révélé l'ampleur des horreurs de l'apartheid et la stratégie du régime qui est officiellement tombé en 1994. En échange d'aveux complets de leurs crimes politiques, policiers,

militaires et ministres pouvaient obtenir l'amnistie.

Paul Erasmus a d'ailleurs obtenu à cette occasion l'amnistie pour la plupart de ses crimes.

Mais le concept révolutionnaire de la TRC a montré ses limites. Nombre de ses recommandations sont restées lettre morte: la justice n'a engagé des poursuites que dans seulement une poignée de quelque 300 affaires.

Avec la réouverture de l'affaire Timol, "on assiste à une seconde vague de témoignages après la TRC", se réjouit Marjorie Jobson de l'association Khulumani qui vient en aide aux victimes de l'apartheid. "La vérité éclate", lance-t-elle, émue.

"La TRC avait le désir de regarder vers l'avenir, pas vers le passé. Cela n'a pas donné satisfaction à ceux qui avaient été impliqués dans les actions contre le régime", constate George Bizos, avocat des droits de l'Homme, interrogé par l'AFP.

Selon lui, l'affaire Timol pourrait permettre de faire enfin la lumière sur d'autres affaires sombres de l'apartheid.

Notamment celles de Neil Aggett, un militant retrouvé mort en 1982, lui aussi au QG de la police. Devant le juge cette semaine, Paul Erasmus a affirmé que la police avait reçu l'ordre "de prouver qu'il était suicidaire depuis sa naissance". Une révélation qui a fait trembler l'audience.

Agence

Etats-Unis:

Les Républicains échouent à nouveau à réformer l'Obamacare

Les Républicains, minés par leurs dissensions internes, ont à nouveau échoué vendredi à abroger l'Obamacare, leur cheval de bataille depuis maintenant sept ans, ce qui constitue un sérieux revers pour le président Donald Trump.

Lors d'un vote particulièrement tendu en pleine nuit, le Sénat a rejeté vendredi par 51 voix contre 49 une abrogation partielle de la couverture santé mise en place par le président Barack Obama en 2010.

«Trois Républicains et 48 Démocrates laissent tomber le peuple américain», a twitté le président Trump après le vote, «comme je l'ai dit depuis le début, laissez l'Obamacare imposer, puis négociez».

Le sénateur républicain John McCain, de retour au Sénat malgré le cancer dont il vient d'annoncer être atteint, a voté contre cette abrogation partielle ainsi que deux Républicains modérés, aux côtés des Démocrates.

Après des mois de vains efforts, ce vote porte un coup dur au parti républicain et à l'ambition du président Trump de démanteler les réformes de santé de son prédécesseur.

«C'est une déception, vraiment une déception», a commenté le chef de la majorité républicaine au Sénat Mitch McConnell après le vote. «Je regrette que nos efforts n'aient tout simplement pas été suffisants cette fois-ci».

Le Sénat se prononçait sur une abrogation partielle de l'Obamacare, prévoyant de ne supprimer que certaines mesures comme l'obligation faite aux particuliers de souscrire à une assurance-santé sous peine d'amende ou celle faite aux entreprises de proposer une couverture à leurs salariés.

Les Républicains ne comptaient pas en faire un projet de loi à part entière mais plutôt une base de négociations dans les allers-retours avec la Chambre des représentants.

Mais certains sénateurs républicains ont pris peur que la chambre basse ne change d'avis et ne vote le projet en l'état, ce qui l'enverrait automatiquement devant le président



Trump, qui n'aurait plus qu'à promulguer la loi.

Le sénateur McCain et ses collègues Ron Johnson et Lindsey Graham avaient ainsi menacé jeudi de bloquer la machine législative en votant contre le projet.

Les Républicains tiennent les deux chambres du Congrès mais ne disposent que de 52 sièges sur 100 au Sénat, ce qui rend toute défection quasi-fatale.

Le parti républicain est profondément divisé sur la question de la solution à adopter pour remplacer l'Obamacare.

Désastre

«Je crains, comme d'autres, que la Chambre ne vote ce texte, ce «projet à minima», et que, étant donné que c'est mieux que rien, cela finisse sur le bureau du président», avait ainsi déclaré devant la presse Lindsey Graham, sénateur de Caroline du Sud, dénonçant «un projet de loi qui résulte d'une mauvaise politique générale» et le qualifiant de «désastre».

Donald Trump était particulièrement sensible au sort du texte, lui qui n'a cessé de promettre pendant sa campagne qu'il en finirait avec Obamacare à peine arrivé à Washington. Le président a manié tour à tour la carotte et le bâton pour motiver les parlementaires du Grand Old Party (GOP). «Allez les sénateurs républicains, vous pouvez y arriver avec le système de santé», avait-il tweeté jeudi matin pour les encourager.

Après le vote, l'humeur restait sombre au Sénat même si plusieurs démocrates ont applaudi M. McCain lorsqu'il s'est prononcé.

«Nous ne nous réjouissons pas, nous sommes soulagés», a déclaré Chuck Schumer, le chef de file démocrate au Sénat. «Tournons la page et travaillons ensemble pour améliorer notre système de couverture santé», a-t-il ajouté.

Cela faisait trois jours que les Républicains étaient embourbés dans le débat après avoir volontairement prolongé

la session parlementaire pour tenter enfin de trouver un compromis entre l'aile la plus conservatrice du parti et les modérés.

Les premiers entendent se débarrasser purement et simplement de l'Obamacare, alors que les seconds veillent à ne pas laisser leurs électeurs les plus défavorisés totalement démunis. Le Bureau du budget du Congrès (CBO) avait expliqué la semaine dernière qu'une abrogation sèche de l'Obamacare, sans remplacement, augmenterait de 17 millions le nombre de personnes sans assurance santé en 2018.

Dans cette optique, l'«abrogation à minima» semblait en mesure de fédérer l'ensemble des parlementaires conservateurs, qui restaient sur deux échecs consécutifs dans la chambre haute. Le Sénat avait voté de justesse mardi pour une simple motion de procédure qui autorisait la réouverture des débats, avec pour objectif d'adopter cette semaine un projet de loi abrogeant au moins partiellement Obamacare.

AFP

Al Gore : l'Amérique tiendra ses engagements sur le climat, Trump ou pas

Il lui avait d'abord accordé le bénéfice du doute, mais parlez ces jours-ci de Donald Trump à Al Gore, et vous risquez de le voir froncer des sourcils très, très fort. «C'est une véritable catastrophe, bien sûr, mais il s'est effectivement isolé», remarque l'ex-vice-président américain, avec une expression de fureur contenue. Une décennie après son documentaire coup de poing «Une vérité qui dérange», qui sonnait l'alarme sur le changement climatique et ses conséquences potentiellement dramatiques pour la planète, Al Gore envoie une piqûre de rappel avec ce nouveau film. «Une suite qui dérange: le temps de l'action», sort vendredi prochain en Amérique du nord et fin septembre en France, après avoir été dévoilé au festival de Sundance au mois de janvier, à la veille de l'investiture de Donald Trump.

Depuis, le nouveau président américain a choisi un ancien patron du géant pétrolier ExxonMobil pour représenter l'Amérique auprès de la communauté internationale, et nommé un avocat doutant de la réalité du changement climatique pour diriger l'Agence

fédérale de protection de l'environnement (EPA). Il a assoupli les seuils de pollution des centrales à charbon ou des véhicules, ordonné des coupes franches dans le financement de l'EPA, entre autres.

Et, surtout, il a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris signé par 196 pays pour lutter contre le changement climatique. «Nous allons tenir les engagements pris par les Etats-Unis quoique Donald Trump en dise», a assuré à l'AFP M. Gore, âgé de 69 ans, lors d'un entretien: «il y a une loi en physique qui marche parfois en politique: pour chaque action, il y a une réaction égale et opposée».

Soulèvement

«C'est comme si le reste du monde disait: 'on va vous montrer, Donald Trump'. Il y a un soulèvement progressiste comme je n'en avais pas vu depuis la guerre du Vietnam».

Dans l'une des scènes les plus marquantes du film, Gore se rend à une réunion avec celui qui était alors président-élu, à la Trump Tower

de New York.

On l'entend dire avec un optimisme prudent que les défenseurs de l'environnement pourront peut-être travailler avec le nouvel hôte de la Maison Blanche. Mais aujourd'hui, l'ex-vice-président de Bill Clinton a perdu tout espoir. «Je ne vais plus perdre de temps à essayer de le convaincre car il s'est entouré d'une horde de climato-sceptiques», déplore-t-il. «Même si j'ai protégé le caractère privé de mes conversations avec lui, je dirai simplement que j'avais des raisons de penser qu'il se montrerait sensé. J'avais tort».

«Une vérité qui dérange» (2006) a galvanisé les écologistes du monde entier tout en gagnant deux Oscars et générant 50 millions de dollars au box-office. Malgré la crainte des possibles conséquences néfastes de l'administration Trump sur l'environnement, sa suite est porteuse d'un message plus optimiste.

Le documentaire montre Gore, qui a formé quelque 10.000 militants, dans sa mission d'évangélisation écologique à travers le monde. «Il y a eu deux énormes changements

depuis le dernier film. Premièrement, les événements climatiques extrêmes se sont accélérés et deviennent plus destructeurs. Partout», remarque M. Gore.

«Deuxièmement, nous avons maintenant des solutions. C'est un message d'espoir que les gens doivent entendre. Le fait que ces technologies d'énergies propres, les batteries des voitures électriques et tant d'autres, ont vu leur coût baisser si vite est véritablement miraculeux», estime-t-il.

Né à Washington, il a servi trois mandats à la Chambre des représentants et deux au Sénat avant de devenir le vice-président de Bill Clinton, pendant l'une des périodes de plus forte expansion économique récentes aux Etats-Unis. Gore, qui se décrit comme «un politicien en convalescence», a perdu de très peu l'élection présidentielle face à George W. Bush en 2000 et s'est ensuite réinventé en apôtre de la lutte contre le changement climatique, recevant notamment le prix Nobel de la Paix en 2007.

AFP

Venezuela

Intensification des manifestations jusqu'au vote demain

Malgré l'interdiction des rassemblements, l'opposition au président vénézuélien Nicolas Maduro a appelé à manifester sans discontinuer de vendredi à dimanche, jour de l'élection des membres de l'Assemblée constituante contestée voulue par le président socialiste, faisant craindre de nouvelles violences.



Premier exportateur de pétrole d'Amérique latine, le Venezuela est en proie à une grave crise économique et politique qui a commencé sous le défunt président Hugo Chavez et se poursuit sous son successeur Nicolas Maduro.

«Nous appelons le peuple du Venezuela à se préparer à une journée intense de manifestations dans les rues vendredi, samedi et dimanche, pour que tout le pays montre au monde que la Constituante n'a aucune légitimité», a déclaré lors d'une conférence de presse Freddy Guevara, vice-président du Parlement dirigé par l'opposition. «Nous invitons le pays à se préparer à prendre les routes principales, les avenues, les rues et nous y maintenir jusqu'à stopper cette fraude constitutionnelle», a ajouté le député d'opposition Jorge Millan.

Jeudi, le ministre de l'Intérieur, le général Nestor Reverol, avait annoncé que «sont interdits les réunions et manifestations publiques, les rassemblements et tous les événements de même nature susceptibles de perturber ou d'affecter le déroulement normal du processus électoral». Il a prévenu que les contrevenants risquent de cinq à dix ans de prison.

Ces appels à manifester trois jours durant malgré l'interdiction, après 48 heures de grève générale où des affrontements violents avec la police ont fait cinq nouvelles victimes, font craindre de nouveaux heurts. Ces derniers décès portent à 108 le nombre de morts depuis le début des manifestations contre M. Maduro début avril.

Proposition de dialogue

Devant une «situation politique et sécuritaire imprévisible», les Etats-Unis ont ordonné jeudi aux familles des diplomates en poste au Venezuela de quitter le pays. La diplomatie américaine a également précisé qu'elle «autorise le départ volontaire des employés gouvernementaux» travaillant à l'ambassade des Etats-Unis à Caracas.

Washington a pris depuis longtemps fait et cause pour l'opposition, le président Donald Trump qualifiant son homologue vénézuélien de «dictateur» et imposant des sanctions contre 13 anciens et actuels responsables gouvernementaux.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a tenté de désamorcer la crise en proposant un

dialogue à ses adversaires avant l'élection. «Je propose à l'opposition politique vénézuélienne qu'elle abandonne le chemin de l'insurrection (...) et que nous instaurions dans les prochaines heures, avant l'élection et l'installation de l'Assemblée constituante, un cadre pour dialoguer», a déclaré le chef de l'Etat socialiste, tout en affirmant que son projet de modifier la Constitution irait jusqu'au bout.

«L'opposition a intérêt à accepter cette proposition», a prévenu le président socialiste devant des milliers de sympathisants réunis dans le centre de Caracas. En conférence de presse, Freddy Guevara a rétorqué qu'à aucun moment le gouvernement n'a fait de proposition sérieuse de dialogue.

48 h de paralysie

L'appel à la grève de 48 heures, qui s'est achevée jeudi soir, a été suivi à 90% dans le pays, s'est félicité la coalition de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), à l'origine du mouvement. Côté gouvernement, on assure que la grève est un échec. Les principales centrales syndicales ont apporté leur soutien à la mobilisation. Signe de la paralysie d'une partie du pays, des magasins fermés étaient visibles à Caracas, où les longues voies rapides paraissent presque vides. Les antichavistes (du nom d'Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013, dont Nicolas Maduro est l'héritier) tentent à tout prix d'empêcher

la désignation dimanche des 545 membres d'une Assemblée constituante voulue par le président, accusé par l'opposition de vouloir réécrire la Constitution à son profit, et exigent avant tout des élections générales. M. Maduro fait face depuis plus de quatre mois à des manifestations quasi-quotidiennes pour réclamer son départ, mais le chef de l'Etat, dont le mandat s'achève en janvier 2019, a réaffirmé sa détermination de mener à bien son projet. «C'est l'atout majeur, le va-tout d'un gouvernement qui, pour se maintenir au pouvoir, doit suspendre la démocratie», juge l'analyste Colette Capriles. L'opposition boycottera cette élection, dernier rebondissement de la violente crise politico-économique qui secoue le Venezuela depuis la victoire des antichavistes fin 2015 aux législatives. L'opposition voit dans ce projet de réécrire la Constitution un moyen pour M. Maduro de se cramponner au pouvoir, de contourner le Parlement élu, où elle est majoritaire, et d'éviter la présidentielle de fin 2018. Le gouvernement assure que la future Assemblée sera un «super pouvoir» qui aura la capacité de dissoudre le Parlement, qu'elle apportera la paix et permettra au pays de se redresser économiquement. Quelque 70% des Vénézuéliens sont opposés à la Constituante et 80% rejettent la gestion de Nicolas Maduro, selon l'institut de sondage Datanalysis. **AFP**

Maison-Blanche

Le chef de la communication insulte ses collaborateurs

■ Le nouveau directeur de la communication de la Maison-Blanche Anthony Scaramucci s'en est pris avec une extrême vulgarité à ses collaborateurs de la présidence, dont son rival le secrétaire général Reince Priebus, rapporte jeudi le magazine *The New Yorker*.

Nommé le 21 juillet par le président Donald Trump, ce financier de Wall Street multiplie les coups d'éclat et a promis un coup de balai dans la communication de l'exécutif américain. Un grand ménage pour tenter avant tout de colmater les fuites de toutes parts et les révélations sur la présidence Trump qui font les délices de la presse.

Dans un récit publié jeudi soir par le *New Yorker*, son correspondant à Washington relate une conversation qu'il a eue la veille au téléphone avec M. Scaramucci, furieux d'un tweet de ce reporter révélant un dîner entre le président

Trump, sa femme Melania et des cadres de la chaîne de télévision Fox News.

«Qui vous a fait fuir cela ?», demande M. Scaramucci au journaliste du *New Yorker*. Devant le refus de ce dernier de révéler sa source, le nouveau maître de la communication de la Maison-Blanche menace: «Ce que je vais faire, c'est éliminer tout le monde dans l'équipe de communication et tout recommencer à zéro».

«Je les virerai tous», tonne M. Scaramucci, cité par le journal.

Toujours d'après cet article, Anthony Scaramucci s'en prend ensuite, de manière particulièrement grossière, au secrétaire général de la Maison-Blanche Reince Priebus, un cacique du parti républicain, qu'il soupçonne d'être derrière les fuites à répétition: «Reince est un putain de schizophrène paranoïaque, un para-

noïaque».

Devant la tempête provoquée jeudi soir dans le Landernau de Washington, M. Scaramucci a semblé faire amende honorable: «Je m'exprime parfois avec un langage fleuri. Je m'abstiendrai dans ce cadre, mais je ne renoncerais pas à mon combat passionné pour le programme de Donald Trump», a tweeté *Le Financier*. Né à Long Island dans l'Etat de New York, dans une famille d'immigrés italiens de la classe moyenne, diplômé d'Harvard, passé par Goldman Sachs, patron de fonds d'investissement pour clients riches, Anthony Scaramucci est un gros donateur du parti républicain. Il a été trésorier de la campagne présidentielle de Mitt Romney en 2012, levé des fonds lors des primaires républicaines de 2016 avant de rejoindre le camp de Donald Trump.

R. O.

Japon : la ministre de la Défense démissionne, coup dur pour Shinzo Abe

■ La ministre japonaise de la Défense, Tomomi Inada, a démissionné hier, portant un nouveau coup dur au Premier ministre Shinzo Abe dont la popularité, en chute libre, doit conduire sous peu à un large remaniement ministériel.

Mme Inada s'est résolue à quitter le gouvernement après un scandale de non-divulgence de documents relatifs à une mission des forces d'autodéfense, le nom de l'armée japonaise.

Agée de 58 ans, Mme Inada était arrivée en poste il y a moins d'un an. C'est la sixième ministre qui doit partir en raison d'un scandale depuis que Shinzo Abe est revenu au pouvoir fin 2012.

Déjà très critiquée pour diverses gaffes, elle a expliqué «prendre ses responsabilités» après avoir reçu un rapport selon lequel des responsables militaires avaient illégalement dissimulé des comptes-rendus au jour le jour des soldats japonais, dans le cadre d'une mission onusienne de maintien de la paix (PKO) au Sud-Soudan.

Ces documents, qui feraient état de mauvaises conditions de sécurité pour les militaires nippons sur place, ont été présentés comme ayant été détruits. Ils avaient en fait été conservés sans être rendus publics, en violation des lois régissant l'armée de terre.

«Les conclusions de l'enquête interne sont très sévères», a précisé Mme Inada.

Elle affirme cependant, comme depuis le début du scandale révélé par la presse, qu'elle n'a pas été informée de ces faits et n'a en conséquence pas donné son accord pour ne pas publier ces informations. Des sources militaires, elles, prétendent au contraire qu'elle avait été tenue au courant.

Sa démission intervient à moins d'une semaine d'un probable remaniement ministériel, sur fond de déroute dans les sondages du gouvernement de M. Abe, chute imputée en partie à Mme Inada.

Cette dernière n'a cessé depuis des semaines de faire la une des journaux, notamment pour avoir demandé aux électeurs de soutenir la formation conservatrice de M. Abe, le Parti Libéral-Démocrate (PLD), lors du renouvellement de l'assemblée générale de Tokyo, ce «au nom des forces d'autodéfense et au titre de ministre de la Défense».

Abe acculé au changement

M. Abe en personne avait dû s'excuser pour ces propos «inappropriés», mais l'intéressée, une nationaliste convaincue comme lui, avait maintes fois rejeté l'idée de démissionner, et M. Abe celle de la destituer.

Les conclusions de l'enquête sur la mission PKO au Sud-Soudan et la démission annoncée de deux des plus hauts gradés - qui vont être sanctionnés - ont précipité sa sortie.

«Il y a eu un sérieux et grave problème de gouvernance», a reconnu la ministre.

Le Premier ministre a décidé de confier l'intérim au ministre des Affaires étrangères, Fumio Kishida, jusqu'au remaniement programmé le 3 août selon les médias.

Il est acculé à accélérer les changements au sein de l'exécutif et de son parti, alors que sa cote de popularité s'effondre et que les articles ou éditoriaux négatifs à son encontre se multiplient. Avant le renoncement de Mme Inada, réclamé depuis des semaines par l'opposition, un autre coup dur avait atteint M. Abe: une défaite historique de sa formation aux élections à Tokyo. Jamais le PLD, qui domine la vie politique nippone depuis 1955, n'y avait connu un tel fiasco: il n'a réussi à conserver que 23 des 127 sièges de l'Assemblée de la métropole.

C'est le tout jeune parti «Les citoyens de Tokyo d'abord», créé par une autre forte tête, la gouverneure de la capitale Yuriko Koike, qui a infligé ce revers à M. Abe. Une femme à qui l'on prête l'ambition de prendre un jour la place du chef du gouvernement. Or, M. Abe, lui, se verrait bien en fonctions jusqu'à 2021. Il a même fait modifier les statuts de son parti dans ce but. Pour y parvenir, il faut toutefois qu'il réussisse à être réélu en 2018 à la tête du PLD, ce qui exige qu'il restaure au plus vite la confiance.

Le but ultime du Premier ministre, qu'il porte depuis son premier passage raté à la tête du gouvernement en 2006-2007, est de parvenir à réformer la Constitution pacifiste entrée en vigueur en 1947 et jamais réformée depuis.

AFP

Barcelone

De nombreux blessés dans un accident de train

Plus de 50 personnes ont été blessées vendredi matin lors d'un accident de train dans une gare de Barcelone (nord-est de l'Espagne), dont une grièvement, selon les services de secours.

Les services de secours ont revu à la baisse vers 9h30 (7h30 GMT) le nombre de blessés graves, qui était de cinq dans un premier temps. Au total, précisent les services d'urgence de la région de Catalogne sur Twitter, il y a «quarante blessés, dont un grave, dix-huit moins



graves et vingt légèrement atteints».

L'accident s'est produit à 7h15 (05h15 GMT) quand ce train régional a heurté la fin de la voie dans la gare de France, en plein centre historique de Barcelone, selon la compagnie nationale Renfe, qui opère ces trains. Le train était parti à 6h00 du matin de la gare de Sant Vicenç de Calders, au sud-ouest de Barcelone, dans la province de Tarragone, à environ 70 km.

Des images vidéo diffusées par des amateurs montraient l'avant du train complète-

ment enfoncée sur près de deux mètres. Selon la radio Cadena Ser, l'ensemble des rues autour de la station ont été coupées à la circulation pour permettre aux services de secours d'accéder à la station, destination finale du train, autour de laquelle on pouvait observer un ballet d'ambulances. De nombreux passagers étaient debout dans le train bondé au petit matin, ce qui aurait aggravé le bilan des blessés. Certains blessés étaient traités directement sur place selon des images diffusées sur les réseaux

sociaux, qui montraient cependant des voyageurs aux visages calmes. Une enquête a été ouverte sur les circonstances de l'accident, a annoncé Renfe qui a déclenché son «plan d'assistance aux victimes et à leurs familles».

L'accident s'est produit en plein mouvement de grève des services ferroviaires espagnols, qui avaient prévu d'assurer environ 66% du trafic sur ces lignes catalanes aux heures de pointe.

AFP

Inde Pluies de mousson catastrophiques

Les pluies de mousson de ces dernières semaines ont fait plus de 120 morts et paralysent les infrastructures de l'Etat du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, où des dizaines de milliers de producteurs de coton subissent de lourdes pertes.

Au total, les intempéries ont coûté la vie à au moins 300 personnes dans l'est et l'ouest de l'Inde, a déclaré vendredi à Reuters un responsable de l'autorité de gestion des catastrophes.

«Nos équipes travaillent avec l'armée pour améliorer la situation», a indiqué Deepak Ghai, membre de la cellule de crise.

Plus d'un million de foyers sont affectés. L'aéroport d'Ahmedabad, capitale économique du Gujarat, a été partiellement inondé, contraignant les avions à se dérouter. Plus de 150 usines ont dû fermer leurs portes.

Le niveau de précipitations constaté depuis le début en juin de la saison des moussons, qui s'étend sur quatre mois, est supérieur de 4% à la moyenne, selon les services météorologiques.

Reuters

Pakistan La Cour suprême destitue le Premier ministre Nawaz Sharif

La Cour suprême du Pakistan a rendu vendredi un arrêt prononçant la «disqualification» du Premier ministre Nawaz Sharif et sa destitution de fait suite à une affaire de corruption. «Il est disqualifié en tant que député au Parlement et a donc cessé d'occuper le poste de Premier ministre», a déclaré le juge Ejaz Afzal Khan devant une foule compacte réunie au siège de la Cour.

L'arrêt ordonne aussi à l'autorité anti-corruption de lancer une nouvelle enquête sur les soupçons pesant sur M. Sharif.

La Cour a pris sa décision sur la base des travaux d'une commission d'enquête mise sur pied suite à la révélation du scandale par les Panama Papers l'an dernier.

C'est la seconde fois dans l'histoire du Pakistan qu'un Premier ministre en poste est destitué par une intervention de la Cour suprême. La première fois remonte à 2012, lorsqu'elle avait condamné le Premier ministre de l'époque, Raza Gilani, pour outrage à la justice car il avait refusé de rouvrir une enquête pour corruption contre le président d'alors, Asif Zardari.

M. Sharif n'aura ainsi mené à terme aucun de ses trois mandats comme chef du gouvernement. Il avait déjà été contraint à la démission en raison d'accusations de corruption en 1993. Son deuxième mandat, démarré en 1997, avait lui aussi tourné court en 1999 suite à un coup d'Etat militaire et M. Sharif avait été contraint à plusieurs années d'exil en Arabie saoudite.

AFP

Japon

Nouvelles sanctions contre la Corée du Nord

Le Japon va infliger de nouvelles sanctions à la Corée du Nord en réponse à son programme d'armement, a annoncé vendredi le ministre des Affaires étrangères Fumio Kishida, quelques heures après le vote par le Sénat américain de sanctions contre Pyongyang.

«Etant donné que nous ne pouvons nous attendre à un dialogue sérieux, la pression sur eux est essentielle», a déclaré le chef de la diplomatie japonaise à des journalistes.

Aucune proposition concrète n'a été avancée pour résoudre la question des Japonais enlevés par des agents du Nord il y a plusieurs dizaines d'années, a-t-il noté

en outre.

Le Japon va prendre des mesures pour geler les actifs de cinq groupes, dont deux chinois, ainsi que de neuf personnes, a précisé Kishida.

Le secrétaire général du gouvernement Yoshihide Suga a ajouté lors d'une conférence de presse que ces groupes avaient «pris part à des activités prohibées par une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu».

Le Japon est en contact avec ses principaux alliés, comme les Etats-Unis et la Corée du Sud, a ajouté le ministre des Affaires étrangères.

Le Sénat américain a voté à une large

majorité jeudi en faveur d'un alourdissement des sanctions imposées à la Russie, à l'Iran et à la Corée du Nord, malgré des objections du président Donald Trump, qui devrait prochainement se prononcer sur le texte en le promulguant ou en y opposant son veto. [nL5N1KIC4J]

Selon des médias américains, la Defense Intelligence Agency (DIA), antenne du Pentagone chargée de l'espionnage, estime que la Corée du Nord pourrait être en mesure dès l'année prochaine de lancer un missile balistique intercontinental à capacité nucléaire, une échéance bien plus proche qu'initialement prévu.

Reuters

En raison de pluies diluviennes

Inondations et perturbation du transport à Istanbul

Des pluies diluviennes se sont abattues jeudi sur Istanbul provoquant des inondations et perturbant les transports routiers, maritimes et aériens, ont rapporté des médias.

De fortes averses accompagnées de rafales de vent et de grêles ont inondé les rues provoquant des perturbations dans les transports publics en plein rush des sorties de bureau et fermant des stations de métro, alors que de nombreuses voitures, piégées sur les voies rapides de la mégapole, ont été submergées par les eaux.

Des vols de et vers l'aéroport Atatürk ont été également annulés et le service de tramway, principalement la ligne longeant

les rives du Bosphore, a été suspendu ainsi que celui de métro et des ferries reliant les deux rives asiatique et européenne d'Istanbul.

Le transport via le tunnel d'Eurasie, un tunnel routier passant sous le Bosphore, a été temporairement suspendu par les fortes précipitations, tandis qu'un ancien mur de cimetière adjacent à une rue animée s'est effondré dans le district de Sisli blessant au moins deux personnes.

Un bulletin d'alerte relayé par la municipalité d'Istanbul avait prévenu qu'en moyenne 50 millimètres de pluie allaient tomber sur cette ville la plus peuplée de Turquie.

Les inondations ont surpris les habitants et ont été signalées dans toute la ville alors qu'un incendie a éclaté dans le port de Haydarpasa lorsqu'une grue s'est abattue sur un tanker provoquant des explosions, selon des images diffusées par les chaînes de télévision.

Un autre incendie s'est déclenché dans le district de Kagithane, situé dans la partie nord d'Istanbul, quand une foudre a frappé un magasin.

Ces précipitations sont intervenues près de 10 jours après celles de mardi 18 juillet qui avaient aussi paralysé la mégapole mais sans causer de victimes.

G. L.

Théâtre de verdure El Aâdi-Flici

Cheb Bilal enchante le public algérois

Le célèbre chanteur de raï moderne, cheb Bilal est revenu jeudi soir à Alger, après une absence remarquable, gratifiant son public d'un florilège de pièces, anciennes et nouvelles, de son riche répertoire aux contenus et à la créativité prolifiques.



Un public de fans, relativement nombreux de près de 500 personnes, fait de familles et de jeunes, est venu au Théâtre de verdure El Aâdi-Flici, apprécier le talent du raïman au look de rocker (tenue noire, casquette ample et lunettes aux verres sombres) qui a chanté l'amour et pointé du doigt les travers de la société dans une quinzaine de pièces aux airs mélodieux et aux rythmes diversifiés.

Après s'être produit au 13^e Festival de Djemila, cheb Bilal revient à Alger rompre avec une absence devenue pesante, due, selon l'artiste, «au hasard du calendrier» qui l'a éloigné des scènes de la capitale.

Le chanteur, à la voix étoffée et au modeste jeu de scène, a embarqué l'assistance dans les méandres de la chanson oranais, alignant près de 100mn durant, des compositions aux conceptions intelligentes et aux arrangements recherchés, brillamment exécutées par six jeunes musi-

ciens, aux claviers, derbouka, guitares basse et électrique, batterie et percussions.

Dans un spectacle régi par une équipe technique de professionnels qui a su assurer une résonance dense et agréable, marquée par le gros son de l'accompagnement rythmique, la présence d'une orchestration de fond aux violons et aux cuivres et les sonorités synthétiques des reprises mélodiques caractérisant le genre raï, le chanteur a étalé des textes aux enseignements multiples, explorant les profondeurs de la nature humaine «aux desseins et à l'ambition souvent démesurés».

Donnant du bon répondant, le public a déhanché sur des cadences berouali et wahrani, appréciant notamment les pièces, *Ma tekdi walou*, *Gaâ nebghou draham*, *Sahbi, chawala hada*, *Bravo aâlik*, *El ghorba waâra*, *H'naya khir menhoum*, *Derja b'derja*, *Saragossa*, *Aâdi, aâdi*, *La loi*, *Chriki*, *Khallina amigo*, *Jamais nendem ana* et *Abali, abala* reprise en chœurs dans

l'euphorie. Le jeu de lumière aux diverses facettes, alternant plusieurs couleurs et contenant judicieusement la scène et tout l'espace du théâtre, a embelli la soirée aux atmosphères festives dont les moments ont été savourés par le public, dans la délectation. Regrettant, par ailleurs, que cheb Bilal, «chanteur-citoyen» soit programmé de manière «ponctuelle, dans des concerts uniques» et dans «les grandes villes» seulement, les spectateurs ont également exprimé leurs réserves quant au «retard accusé dans la programmation», où l'artiste n'est apparu «qu'une heure et demie après l'horaire officiel (22h), déjà trop tardif», selon eux.

Né en 1966 et actuellement établi à Paris, Cheb Bilal, Bilal Moufok de son vrai nom, a débuté sa carrière durant les années 1980, pour connaître le succès et la consécration en 1997 avec l'album *Babor li jebni*, puis *El ghorba wel ham* dans lesquels, il a chanté l'amertume de l'exil et la solitude.

7^{me} soirée du Festival arabe de Djemila

Nadjawa Karam illumine l'antique Cuicul

La chanteuse libanaise Nadjwa Karam a illuminé dans la nuit de mercredi à jeudi le ciel de l'antique Cuicul (est de Sétif) lors de la 7^{me} soirée de la 13^{me} édition du Festival arabe de Djemila.

Devant un public nombreux, celle qu'on surnomme «le soleil de la chanson arabe» a entamé sa prestation avec *Al Kouloub al mouchataka* puis *Ya youbi ma ajmaleh*, *Dhourou Kalbi* et *Ala mahlek ya hawa*, *Habitek* dans un concert exceptionnel digne d'une star qui brille de mille feux.

Nadjawa enchaine avec *Khalini choufek bi lil* et *Yekhalili albek* ainsi que plusieurs autres chefs d'oeuvres déchaînant les foules

dans des moments de pur bonheur.

Avant son passage sur la scène de l'antique Cuicul, Nadjwa Karam a déclaré que «l'Algérie était son deuxième pays» et qu'elle était heureuse de rencontrer ses fans à chaque visite.

A une question relative à une éventuelle coopération artistique avec le king Khaled, la chanteuse a répondu qu'«elle serait honorée de faire un duo avec le king dans un style algéro-libanais».

La 7^{me} soirée de cette 13^{me} édition s'est poursuivie avec le duo Selma Kouiret et Mohamed Rouane, l'homme au mandole qui a fait montre de tout son talent et de sa vir-

tosité musicale, accompagnant Selma, à la voix cristalline exécutant un répertoire varié.

L'artiste Abdou Driassa a pris ensuite le relais, gratifiant l'assistance de plusieurs chansons de son père, Rabeh Driassa, *Ya al auama*, *Al moumaridha*, *Najma kotbia*, *Yahiyou ouled bladi*, notamment.

Organisée par l'Office national de l'information et de la communication (Onci), la dernière soirée de cette 13^{me} édition du Festival arabe de Djemila sera animée jeudi soir par le Palestinien Mohamed Assaf et l'Algérienne Nada Al Rihane.

L. Y.

Comptant à son actif une soixantaine de chansons dont une dizaine de tubes, le chanteur a estimé que, comme tout art, «la chanson implique une responsabilité sociale» qu'il convient de travailler de façon «convenable pour être utile à celles et ceux qui nous écoutent».

Le concert de cheb Bilal à Alger, a été organisé par l'Office national de la culture et de l'Information (Onci), en collaboration avec l'établissement Arts et Culture.

R. N.

Soirées estivales à Annaba

Présentation du monologue *Gholb Ennissa* et la pièce *El Mektoub*

■ L'art de la dramaturgie a pris, ces jours ci, à Annaba sa part de représentation artistique et culturelle estivale à travers le monologue *Gholb Ennissa* de l'artiste de théâtre Hamid Kouri.

Beaucoup de férus d'art dramatique ont eu droit durant deux soirées successives, à savoir mercredi et jeudi, au Théâtre régional Azzeddine-Medjoubi, à deux spectacles et découvre les dernières oeuvres de l'artiste Hamid Kouri, lequel s'est illustré en matière d'interprétation et de réalisation. Dans son premier spectacle *Gholb Ennissa*, Hamid Kouri retrace à travers son monologue les aspirations d'une génération porteuse de rêves en plongeant en immersion dans une quête de l'âme sœur à laquelle il confierait ses peines et ses aventures, le tout avec une touche de comédie qui a séduit le public, a-t-on constaté. A travers sa pièce théâtrale *El Mektoub*, réalisée au cours du premier trimestre de l'année en cours, sous l'égide de la direction de la culture de la wilaya de Annaba et avec le soutien du Théâtre régional Azzeddine-Medjoubi, l'artiste Hamid Kouri traduit sa vision théâtrale personnelle reposant sur des approches et des sensations contradictoires, comme la loyauté, la déloyauté, l'amour, la haine, la joie et la douleur, comme l'a affirmé à l'APS un spectateur à la fin du spectacle.

M. N.

Festival du film arabe de Fameck L'Algérie, invité d'honneur

■ L'Algérie va participer en qualité d'invité d'honneur au 28^e Festival du film arabe de Fameck (nord-est de la France), prévu du 4 au 16 octobre prochains, annonce le site Web du festival.

Cette édition sera dédiée à «la nouvelle génération de cinéastes» qui «se bat pour faire renaître le cinéma algérien, autrefois célèbre», à l'instar des réalisateurs Karim Moussaoui et Hassen Ferhani, le producteur Yacine Bouaziz et encore Abdennour Houchiche le président de l'association Project'heurts, l'organisatrice des rencontres cinématographiques de Béjaïa.

Mohammed Fellag, le comédien et l'humoriste, présentera à ce festival son spectacle *Fellag Runner*. Fondé en 1990, le Festival du film arabe de Fameck, se veut une vitrine qui met à l'honneur la culture et le cinéma arabes et des pays de la Méditerranée.

G. B.

«Les passions peuvent me conduire, mais elles ne sauraient m'aveugler.»
Madame de la Fayette



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Tout doit être fait avec passion.»

Björk

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

La Tunisie vote un projet de loi relatif aux violences faites aux femmes

Le Parlement tunisien a voté mercredi le projet de loi organique relatif aux violences faites aux femmes à l'unanimité des 146 députés présents (sur 217 élus).

Comportant 43 articles, ce projet de loi établit les dispositions permettant d'éradiquer toutes les formes de violence basée sur le genre social afin de réaliser l'égalité homme-femme et de préserver la dignité humaine. Ce projet de loi adopte une approche globale qui va de la prévention aux poursuites pénales, les sanctions ainsi que la protection et l'assistance des victimes. Démarré depuis vendredi dernier, l'examen de ce projet de loi s'est étalé sur trois séances plénières qui ont connu des débats houleux entre les députés. L'article 227 bis, qui prévoit d'arrêter les poursuites judiciaires à l'encontre de l'agresseur si ce dernier épouse la victime, a été également critiqué par certains députés qui ont estimé que ce projet est une «humiliation à l'encontre de la femme» et vient «légitimer le viol». La commission des droits, des libertés et des relations extérieures avait adopté à l'unanimité le rapport sur ce projet de loi, le 10 juillet courant.



PEAU TERNE

VOTRE ROUTINE BEAUTÉ

Marre de votre peau terne et fatiguée ? Alors venez découvrir nos astuces pour redonner de l'éclat à votre teint. Mine radieuse assurée ! Une peau terne est une peau qui manque d'éclat, qui paraît fatiguée, voire même, parfois, qui tire sur le gris. Pour pallier ces quelques problèmes, mieux vaut donc suivre un rituel beauté adapté, pour redonner un petit coup de peps à votre teint.

1. HYDRATATION DE LA PEAU

Première chose : l'hydratation de votre joli minois. Une étape essentielle, quel que soit votre type de peau. Pour une efficacité maximum, il est important de choisir la bonne crème hydratante. Dans le cas d'une peau terne, le must reste la crème d'énergie Q10 Nivea, à l'extrait de baie de goji. L'action combinée du coenzyme Q10+ (puissant actif antiride naturellement présent dans la peau) et de l'extrait de baie de goji (fruit anti-oxydant utilisé dans la médecine traditionnelle chinoise) redonnera un petit coup de fouet à votre teint.

Résultat : une peau reposée, fraîche et éclatante comme après une bonne nuit de sommeil et ce, en quelques minutes seulement. Petit bonus : son parfum frais et énergisant, idéal pour faire le plein de vitamines au réveil.

2. UNIFIER LE TEINT

Deuxième étape : la crème teintée. Elle va permettre d'unifier le teint et de le sublimer, avec un rendu très naturel. Idéale pour les peaux ternes : la crème teintée anti-rides Q10 de Nivea. Outre son action hydratante, elle lutte efficacement contre les rides, lisse la peau et protège des agressions extérieures. Un véritable rempart contre les principaux facteurs responsables du teint terne, comme la pollution. Le plus ici : l'effet teinté très naturel, comme une seconde peau, pour un visage éclatant de beauté.

3. POUDRE BONNE MINE

Troisième étape : la poudre effet bonne mine, à appliquer en voile léger sur l'en-



semble du visage. Pour un teint naturel ensoleillé et éclatant de beauté. Adieu la grise mine et place au visage lumineux.

LA PEAU MIXTE

Les bons gestes : C'est la plus délicate à soigner car elle est à mi-chemin entre la peau sèche et la peau grasse. Veillez tout d'abord à ne pas l'agresser avec des produits nettoyants trop astringents. Utilisez un lait nettoyant et une crème hydratante non grasse. Appliquez si besoin une crème plus riche sur les parties du visage les plus sèches (pommettes, tempes...). Il existe désormais des soins pour peaux mixtes qui combinent des actifs hydratants et des com-

posants rééquilibrants pour réguler le flux de sébum. Adaptez votre maquillage à votre type de peau, quitte à utiliser deux produits différents (une crème teintée légère et un fond de teint stick gras) selon les parties du visage.

A ne pas faire : Beaucoup de femmes ayant la peau mixte la considèrent comme normale et ne prennent pas la peine de la soigner. C'est une grave erreur, car la peau mixte nécessite autant d'attention que les autres si ce n'est plus. Ne vous exposez donc pas aux intempéries ni au soleil sans une crème protectrice, n'utilisez pas d'eau calcaire ni de savons et choisissez plutôt des lotions sans alcool pour la nettoyer.

NUTRITION

11 CONSEILS POUR BIEN MANGER

Pour bien manger, il ne suffit pas de faire des repas équilibrés. Il faut éviter les erreurs et les excès. En 11 conseils, voici les pièges à éviter pour que votre alimentation soit au top.

- 1 - Evitez le grignotage ou alors prenez une vraie collation avec fruits et laitages.
- 2 - Consommez un peu de matières grasses de cuis-

- son et d'assaisonnement (beurre, huile).
- 3 - Mangez des fruits et/ou des légumes, crus ou cuits, à tous les repas.
- 4 - Accordez une large place au pain.
- 5 - Consommez plus souvent des légumes secs.
- 6 - Limitez les confiseries.
- 7 - Modérez votre consommation de fritures ; il n'existe pas d'huiles légères.
- 8 - Consommez un pro-

- duit laitier à chaque repas y compris au petit-déjeuner, c'est la seule façon de couvrir les besoins en calcium à tous les âges de la vie.
- 9 - Variez les fromages aussi souvent que possible, essayez les goûts nouveaux.
- 10 - Mangez dans le calme et consacrez du temps à vos repas.
- 11 - Buvez de l'eau à volonté, pendant les repas ou en dehors.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Speedball de plage L'Algérie participe au tournoi International de Hammamet (Tunisie)

■ L'Algérie participera au premier tournoi international de speedball de plage qu'abrite la ville de Hammamet en Tunisie, les samedi et dimanche, selon l'Agence Tunis presse (TAP), citant la fédération tunisienne de cette discipline (FTSB).

Outre l'Algérie et la Tunisie, la compétition concernera six autres participants, venus d'Egypte, du Maroc, de Jordanie, d'Allemagne, des Etats-Unis et du Canada.

Selon le président de la FTSB, Moncef Mili « cette première édition verra la participation de 120 joueuses et joueurs, dont ceux des clubs tunisiens qui pourront participer au tournoi avec 8 joueurs (4 hommes et 4 dames).

« Notre objectif est de promouvoir le speedball de plage et contribuer à l'animation touristique Tunisienne », a-t-il indiqué, souhaitant de voir cette première édition connaître une grande réussite et qu'elle devienne un rendez-vous annuel.

Le tournoi débutera samedi matin sur la plage du « Samira Club » de Hammamet et s'achèvera dimanche soir.

Coupe arabe des clubs champions Al-Ahly - NAHD

L'entraîneur Neghiz reconnaît la difficulté de la tâche

■ L'entraîneur du NA Hussein-Dey, Nabil Neghiz a reconnu la difficulté de la rencontre face au Ahly du Caire, prévue vendredi au stade Essalam du Caire (20h00 algériennes) dans le cadre de la 3e journée (Gr. A) du premier tour de la coupe arabe des clubs champions de football.

« Les joueurs égyptiens espèrent toujours se qualifier, ils n'ont pas le choix demain s'ils veulent composer leur ticket. Al-Ahly est un grand club qui sera soutenu par son public pendant toute la rencontre », a indiqué Neghiz lors d'un point de presse tenu jeudi au Caire.

« Nous espérons réaliser un résultat positif face aux Egyptiens même si on fait face à plusieurs difficultés », a ajouté l'entraîneur des « Sang et Or ».

Neghiz prévoit, par ailleurs, des changements dans son onze de départ par rapport aux précédentes rencontres.

Le club jordanien d'Al-Fayçali occupe la tête du groupe A avec six points devant Al-Ahly du Caire et le NA Hussein-Dey qui se partagent la seconde place avec trois points chacun, alors qu'Al-Wihda (Emirats arabes unis) complète le classement à la 4e place avec zéro point.

Handball U21

L'Algérie termine sur une fausse note



La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U21) s'est contentée de la 14e place du Championnat du monde de la catégorie, après sa défaite face à son homologue argentine 21-20, jeudi à la salle Harcha-Hacène (Alger) en match de classement.

Après un match nul (25-25) en phase de poules, Algériens et Argentins se sont retrouvés après leur élimination en huitièmes de finale, respectivement face à la Macédoine (20-24) et l'Espagne (21-27), dans un rencontre de consolation pour améliorer leur classement mondial.

L'équipe algérienne, avec un « Sept » de départ largement remanié en présence des joueurs du banc, a pourtant bien entamé le match, prenant rapidement l'avantage au score, 3-0 à la 2e minute puis 6-3 à la 10e, avant d'enchaîner les pertes de balle en attaque, permettant le retour des Argentins (6-6 à la 15e minute).

Passifs en défense, les Algériens ont pu compter sur leur gardien de but, Khalifa Ghedbane, qui a fait 7 arrêts en première mi-temps et l'arrière Zoheir Naïm (5 buts) pour rester au contact des Sud-Américains jusqu'à la pause (11-11).

Au retour des vestiaires, les deux équipes sont restées au coude-à-coude jusqu'au money-time, où les Argentins sont parvenus à faire le break (21-19) à 5 minutes de la fin, en s'appuyant notamment sur un jeu collectif bien huilé et profitant des errances défensives du « Sept » algérien pour finalement s'imposer sur le score de 21 à 20.

Malgré cette défaite, l'équipe algérienne a amélioré son classement en obtenant la 14e place mondiale, alors qu'elle avait terminé au 21e rang lors de la dernière édition disputée au Brésil en 2015.

H. L.

Déclarations

Déclarations

Déclarations recueillies par l'APS après le match Algérie-Argentine (20-21) disputé jeudi à la salle Harcha-Hacène d'Alger pour le compte du classement du Championnat du monde de handball des moins de 21 ans (U-21).

■ Rabah Gherbi (sélectionneur/Algérie) : « Mes joueurs ont reconduit exactement les mêmes erreurs que celles commises face à la Macédoine en quarts de finale : mauvais placements, manque de concentration et perte de balle faciles. On ne peut pas

demandeur des miracles vu le petit gabarit et le manque de technicité par rapport à nos adversaires. J'ai utilisé souvent neuf joueurs et nous étions obligés de faire tourner l'effectif aujourd'hui. On gagné une équipe, c'est ce qu'il faut retenir. Ce Mondial a été l'occasion pour plusieurs joueurs de s'illustrer et de frapper aux portes de l'équipe A ».

■ Eriuc Gull (sélectionneur adjoint/Argentine) : « Le match était serré comme au premier tour. Nous avons joué avec beaucoup d'esprit pour gagner. Notre objectif était d'atteindre le Tour principal. Pour l'Algérie je pense que la bataille

contre la Macédoine a laissé beaucoup de traces sur le plan physique ».

■ Khalifa Ghodbane : « Nous avons entamé la rencontre avec l'élimination d'hier dans la tête. Notre souhait était de terminer sur une victoire, mais dommage nous n'avons pas réussi à s'imposer. Nous avons par contre réalisé notre objectif de se qualifier au 2e tour. Après notre parcours en phase de poule, nos ambitions ont augmenté après avoir constaté que nous étions capables de rivaliser avec les meilleurs. Mes remerciements au public qui a été tout simplement merveilleux ».

L'entraîneur Gherbi évasif sur son avenir à la tête des Verts

■ Le sélectionneur de l'équipe algérienne de handball des moins de 21 ans, Rabah Gherbi s'est montré évasif sur son avenir à la tête de la barre technique des Verts après la défaite devant

l'Argentine (20-21) en match de classement du Championnat du monde de la catégorie joué jeudi à la salle Harcha-Hacène d'Alger.

« Mon contrat avec les U21 expire le 30 juillet 2017, il me reste donc quatre jours à honorer. Je vais faire le bilan avec les responsables de la Fédération algérienne de

handball (FAHB) pour voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché avant et durant le Mondial », a déclaré Gherbi à l'APS.

Interrogé sur d'éventuels contacts avec des formations étrangères notamment au Golfe, il n'a pas voulu donner une réponse claire. « Des contacts ? J'en ai toujours eu », s'est-il contenté de dire.

Les camarades de Hadj Sadouk ont réussi à atteindre les 8es de finale, objectif tracé par la FAHB avant de sortir du tournoi face à la Macédoine 24 à 20.

« Objectif atteint pour cette équipe. Il y

avait de la place pour faire beaucoup mieux. Les joueurs ont tout donné et je suis fier d'eux tout comme le public qui a adopté cette équipe », a ajouté Gherbi.

L'Algérie a terminé la compétition à la 14e place, plusieurs jeunes se sont illustrés à l'image du gardien Khalifa Ghedbane ainsi que les joueurs Moustapha Hadj Sadok et Yacine Djedid.

« Sans donner de noms, quelques joueurs sont sélectionnables en équipe première. C'est grande satisfaction pour moi », a conclu le coach des U21 algériens.

Accordée par le wali

Une subvention de 20 millions DA pour le Widad de Tlemcen

■ Une subvention de 20 millions DA a été allouée, mercredi, au Widad de Tlemcen par le wali Benyaïche Ali, lors d'une visite au stade des Trois frères Zerga où l'équipe a entamé sa préparation de la prochaine saison de Ligue 2 Mobilis.

S'adressant aux joueurs et entraîneurs, le responsable de l'exécutif a souligné que sa première sortie sur le terrain a été consacrée au WAT, « une équipe qui mérite toute

l'attention voulue et qui doit retrouver sa place en Ligue 1 Mobilis », a-t-il estimé.

A cette occasion, il a annoncé l'octroi de cette aide sur budget de la wilaya pour bien entamer la prochaine saison, en attendant la mise à contribution des sponsors et autres entreprises, l'objectif étant l'accession à la division supérieure.

« D'autres sorties seront consacrées aux autres équipes sportives de la wilaya sans

distinction de disciplines », a-t-il également précisé. S'agissant du stade Akid Lotfi, dont les travaux de gazonnement de la pelouse ont été arrêtés, le wali a indiqué que ce dossier sera pris en charge « dans les plus brefs délais ».

L'équipe de football du WAT, qui a repris les entraînements le 15 juillet dernier, doit entamer, à compter du 30 juillet, un stage de préparation de dix jours en Tunisie, selon le

dirigeant Benmoussat. En prévision de la nouvelle saison, le WAT s'est renforcé avec la venue de huit joueurs, à savoir le gardien de but Bedraoui (Maghnia), les défenseurs Bounouara (Ben Badis), Bahraoui (Maghnia), Benharoun (Biskra), le milieu Benbelaid (Arzew) et les attaquants Khiter et El Bahari (Arzew) et El Habiri (Hennaya).

Le WAT devra affronter, ce jeudi, à Oran, le MCO en match de préparation.

Eaux territoriales libyennes Al Sarraj dément avoir demandé à l'Italie l'entrée de navires militaires

Le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al Sarraj, a démenti avoir demandé à l'Italie d'envoyer des navires dans les eaux territoriales libyennes pour lutter contre les passeurs de migrants, contrairement aux dires de son homologue italien. «Le chef du GNA dément avoir demandé à l'Italie l'entrée de navires militaires dans les eaux territoriales libyennes», a indiqué Fayez al-Sarraj dans un communiqué publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

«La souveraineté nationale libyenne est une ligne rouge que nul ne doit franchir», a-t-il averti. Selon M. al-Sarraj, ce qui a été convenu avec le gouvernement italien, c'était de «compléter le programme d'appui aux gardes-côtes libyens par la formation et l'armement de manière à leur permettre de sauver les vies des migrants et de faire face aux organisations criminelles» qui se trouvent derrière les réseaux de trafic des migrants clandestins. Le chef du gouvernement italien, Paolo Gentiloni, avait indiqué mercredi que M. al-Sarraj avait «demandé au gouvernement italien un soutien technique avec des unités navales italiennes dans la lutte commune dans les eaux libyennes contre les trafiquants d'êtres humains». Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 111 514 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe par la mer depuis le 1^{er} janvier, dont près de 93 500 en Italie. Plus de 2 360 sont morts en tentant la traversée.

R. K.

Berlin dénonce les sanctions américaines contre Moscou

L'Europe «n'acceptera pas» que les sanctions votées mercredi par le Sénat américain contre la Russie, l'Iran et la Corée du Nord touchent des entreprises européennes, a prévenu hier le chef de la diplomatie allemande.

«Nous n'accepterons en aucune façon l'application extraterritoriale de ces sanctions américaines contre des entreprises européennes», a déclaré Sigmar Gabriel dans un communiqué.

«Le président (américain Donald) Trump le sait, le Département d'Etat le sait également, de même que l'administration américaine», poursuit le chef de la diplomatie allemande, qui a toutefois reconnu l'importance de garder «la pression» sur Moscou. Le Sénat américain a adopté jeudi des sanctions pour «punir» la Russie de son ingérence présumée dans l'élection présidentielle, laissant désormais le soin au président Donald Trump d'embrasser ou non cette position dure envers Moscou. Ce texte, qui sanctionne également l'Iran et la Corée du Nord, a été dénoncé par Moscou, mais est aussi critiqué par Bruxelles parce qu'il peut affecter des entreprises européennes et à long terme ses approvisionnements en gaz russe.

Au centre de ces inquiétudes figure le projet Nord Stream 2 de construction d'un gazoduc entre la Russie et l'Allemagne via la mer Baltique, développé par le géant russe Gazprom et cinq groupes européens : le Français Engie, les Allemands Uniper (ex-EON) et Wintershall (BASF), l'Autrichien OMV et l'Anglo-néerlandais Shell.

K. L.



Face à la crise libyenne

La Tunisie va installer un système électronique à sa frontière



La Tunisie va installer un système électronique hautement développé au niveau de ces frontières avec la Libye au cours du premier semestre de 2018, a indiqué jeudi le ministre de la Défense tunisien, Farhat Horchani.

«D'importantes étapes ont été déjà franchies concernant la mise en place de ce système qui s'étendra de Ras Jedir

à Borj El Khadra», a déclaré M. Horchani lors d'une rencontre avec la presse, à Ben Guerdane (Medenine). Le ministre a précisé que ce système de surveillance électronique comporte des points de contrôle fixes, sur la partie couvrant Ras Jedir et Dhehiba, et des points de contrôle mobiles sur la partie couvrant Dhehiba et Borj El Khadra. Ce dispositif de

contrôle de haute technologie sera, en outre, doté de caméras de surveillance performantes, dont des caméras thermiques et de détection de mouvement, toutes reliées à une centrale de surveillance, a-t-il ajouté.

Il a, dans ce sens, souligné l'importance de ce dispositif de surveillance qui permettra d'aider les unités militaires et sécuritaires dans leurs missions de protection des frontières.

«Les forces armées et les citoyens doivent faire preuve de vigilance, notamment face à la persistance de la crise en Libye», a-t-il dit, relevant que «la résolution de la crise en Libye permettra forcément à la Tunisie de sécuriser ses frontières».

R. M.

Bordj Badji Mokhtar

Une cache d'armes et de munitions découverte

Une cache d'armes et de munitions contenant un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et trois fusils à répétition ainsi qu'un lot de pièces et canons de rechange pour armes à feu, a été découverte jeudi matin par un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar en 6^{ème} Région militaire, un détachement de l'Armée

nationale populaire a découvert, le 27 juillet 2017, une cache d'armes et de munitions contenant un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois fusils à répétition, un fusil semi-automatique de type Simonov, 20 grenades, et un lot de pièces et canons de rechange pour armes à feu, ainsi qu'une importante quantité de munitions de différents calibres», précise le communiqué. «Ces résultats réalisés sur le terrain réitèrent l'engagement et la détermination des unités de l'Armée nationale populaire à veiller sur la sécurisation de nos frontières et à contrecarrer toute tentative visant l'intégrité du territoire national et sa sécurité», souligne le communiqué.

G. M.

Relizane

Trois morts dans deux accidents de la route

Trois personnes ont trouvé la mort et 11 autres ont été blessées dans deux accidents de la route survenus dans la wilaya de Relizane, a-t-on appris hier auprès de l'Unité principale de la Protection civile. Le premier accident est survenu hier à l'aube (3h) au niveau de la RN23 dans la commune de Dar Ben Abdallah (Zemmora)

suite à une collision entre deux véhicules utilitaires, faisant deux morts et cinq blessés, a précisé à l'APS, l'officier de permanence au sein des mêmes services, le lieutenant Cheikh Chaïb Eddour Youcef.

Le second accident est survenu jeudi soir au niveau du CW18 dans la commune d'Oued Essalem (Mendes) suite au renversement d'un

tracteur, faisant un mort et six blessés. Les agents de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les premiers secours et évacué les blessés vers les structures sanitaires de Mendes et Zemmora. Les services de sécurité compétents ont ouvert des enquêtes sur les deux accidents.

R. R.

ACTU...

Pour régler la crise

Le Qatar demande l'aide de l'ONU

Le ministre qatari des Affaires étrangères a demandé jeudi aux Nations unies d'intervenir pour régler la crise.

Le cheikh Mohamed ben Abderrahmane Al-Thani a rencontré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à New York pour discuter des tensions qui fragilisent la région, depuis que l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Egypte ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar, le 5 juin 2017.

Les quatre pays reprochent à Doha de soutenir des groupes islamistes radicaux et de ne pas prendre assez de distance avec l'Iran.

Ils ont imposé des sanctions au Qatar, dans ce que le ministre des Affaires étrangères qatari qualifie de «graves violations des lois internationales».

«Le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et toutes les Nations unies ont un rôle à jouer, parce que ces violations ont continué», a déclaré le ministre à des journalistes après sa rencontre avec Antonio Guterres.

«L'autre camp fait preuve d'obstination, et ne fait aucun pas dans la bonne direction pour résoudre les problèmes», a accusé le ministre.

Le Conseil de sécurité et le secrétaire général des Nations unies ont déjà exprimé leur volonté de voir une solution trouvée au niveau régionale. Plusieurs diplomates occidentaux se sont déjà rendus dans la région, dont le secrétaire d'Etat américain.

L. M.

Les températures dépasseront 48 C

Chaleur caniculaire dans le sud du pays

Une chaleur caniculaire, avec des températures atteignant ou dépassant localement 48 C, affectent certaines wilayas du sud du pays depuis hier, indique jeudi l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Il s'agit des wilayas de Tindouf, Adrar et le nord de Tamanrasset (région de In Salah), précise la même source, soulignant que le bulletin est valide jusqu'à au moins aujourd'hui.

H. K.

Elle a été adoptée en France

L'ONU soutient la déclaration conjointe des rivaux libyens

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé jeudi la déclaration conjointe adoptée mardi en France par les deux principaux rivaux libyens pour sortir leur pays du chaos après six ans de conflits internes.

Le civil Fayez al-Sarraj, soutenu par les Nations unies, et le militaire Khalifa Haftar ont appelé mardi en région parisienne à un cessez-le-feu et à l'organisation rapide d'élections.

Les membres de Conseil de sécurité, dont la Russie et l'Egypte (soutiens de Haftar), ont salué dans un communiqué le geste des deux rivaux, et leur déclaration conjointe.

«Les membres du Conseil poussent tous les Libyens à soutenir une solution négociée, une réconciliation nationale, et un cessez-le-feu immédiat, comme l'appelle la déclaration», explique le communiqué de l'ONU.

N. M.